



**BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE**

Note d'Information

**Emprunt Obligataire de 600 000 000 DH
(SIX CENTS MILLIONS DE DIRHAMS)**

Emission primaire	60 000 obligations
Valeur nominale	10 000 DH
Taux d'intérêt	7,00%
Durée	5 ans
Période de souscription	du 19/06/2001 au 22/06/2001

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°05/00 du 25/12/00, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 14/06/01... sous la référence n° 09/01...

Le Directeur


Abdellatif FAOUZI

Organisme de placement

BNDE



104

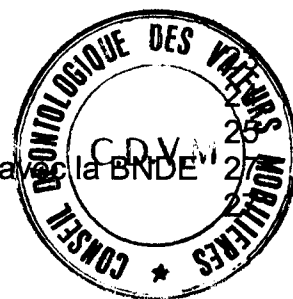
ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
BAM	Bank Al-Maghrib
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
CDN	Certificat de Dépôt Négociable
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CD	Cession directe
DJC	Département Juridique et Contentieux
DH	Dirhams
FCP	Fonds Communs de Placement
FS	Franc suisse
FCFA	Franc Centre Afrique
G.P.B.M	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
IGR	Impôt Général sur le Revenu
IMME	Industrie Mécanique Métallurgique et Electrique
IS	Impôt sur les Sociétés
KDH	Milliers de Dirhams
MDH	Millions de Dirhams
MC	Marché Central
MB	Marché des blocs
MO	Marché officiel
ONMT	Office National Marocain de Tourisme
OPCVM	Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
S I C A V	Société d'Investissement à Capital Variable
TGR	Trésorerie Générale du Royaume
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée



SOMMAIRE

	PAGES
1. Couverture de la note d'information	1
2. Abréviations et définitions	2
3. Sommaire	3
4. Avertissement et restrictions	5
5. Préambule	6
6. Responsables de la note d'information et du contrôle des comptes	7
6.1 Le conseil d'administration	7
6.2 Les Contrôleurs	7
6.3 Le responsable de l'information et la communication financières	11
7. Présentation de l'opération	12
7.1 Cadre de l'opération	12
7.2 Objectifs de l'opération	12
7.3 Renseignements relatifs à l'émission de l'emprunt obligataire	12
7.4 Eléments d'appréciation du prix de souscription	16
7.5 Cotation en bourse	16
7.6 Syndicat de placement et intermédiaires financiers	16
7.7 Modalités de souscription	17
7.8 Modalités d'allocation	17
8. Présentation générale de la BNDE	18
8.1 Renseignements à caractère général	18
8.2 Renseignements sur le capital de la BNDE	19
8.3 Politique de distribution des dividendes	21
8.4 Comportement boursier du titre de la BNDE	21
8.5 Marché des titres BNDE	22
9. Organes d'administration et de direction de la BNDE	23
9.1 Organigramme de la BNDE	23
9.2 Composition du Conseil d'Administration	23
9.3 Equipe dirigeante	23
9.4 Relations des organes d'administration et de direction avec la BNDE	27
9.5 Comités techniques	27



10 Activité de la BNDE	28
10.1 Historique	28
10.2 Groupe BNDE	29
10.3 Activités des principales participations de la BNDE	29
10.4 Activité de la BNDE	35
10.5 Moyens humains	38
10.6 Moyens techniques	38
10.7 Politique d'investissement	40
11 Situation financière et performances 1998-2000	41
11.1 Ressources	41
11.2 Emplois	42
11.3 Equilibre financier	44
11.4 Produits, charges et rentabilité	44
12 Perspectives d'avenir	46
12.1 Objectifs 2001	46
12.2 Fusion BNDE-BMAO	46
13 Facteurs de risques	48
14 Faits exceptionnels et litiges	49
15 Principes et méthodes comptables utilisés	50
15.1 Principes et méthodes comptables utilisés	50
15.2 Etats des dérogations	50
16 Etats de synthèse et financiers	51



AVERTISSEMENT

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Le conseil déontologique des valeurs mobilières (CDVM) ne se prononce pas sur l'opportunité des opérations d'appel public à l'épargne ni sur la qualité de la situation des émetteurs.

Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie de la qualité du placement objet de la présente note d'information, ni de la réussite de l'opération envisagée.

RESTRICTIONS

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription aux obligations objet de ladite note.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

L'organisme de placement n'offrira les obligations, objet de la présente note d'information, à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) n'encourt pas de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.



PREAMBULE

« Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 Septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note a été préparée par la BNDE conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 05/00 du 25/12/2000 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes : Etats financiers, procès-verbaux des organes de gestion et rapports d'activité de la BNDE.

Conformément à l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 Septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, cette note doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège de la BNDE et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions ;
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse des Valeurs de Casablanca »



6. RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES.

6.1 Le conseil d'administration

« Le conseil d'administration représenté par Monsieur Farid DELLERO président du conseil d'administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la BNDE ainsi que sur les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ».

Farid DELLERO
Président Directeur Général

6.2 Les Contrôleurs

6.2.1 Les Commissaires aux comptes

Exercice 1998 :

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente note d'information en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur.

Les comptes sociaux clos le 31 décembre 1998 ont fait l'objet de vérification par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation.

M. Mostafa DAOUDI
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca

M. Hamad JOUAHRI
44, Rue Mohamed Smiha
Casablanca

Exercices 1999 et 2000 :

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la Profession applicables au Maroc et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur.

Les états de synthèse de la Banque Nationale pour le Développement Economique pour les exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999, ont fait l'objet d'un audit de notre part. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit mené et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de



sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

- Les Circulaire et Instruction de Bank Al-Maghrib du 6 décembre 1995 relatives aux mesures prudentielles en matière de couverture des créances en souffrance par des provisions prévoient les dispositions suivantes qui n'ont pas été systématiquement appliquées par la Banque pour certains dossiers de crédit :
 - L'évaluation des garanties hypothécaires par un expert indépendant ;
 - L'obtention et l'analyse des états financiers des clients (l'existence de situations financières déséquilibrées constitue un des critères de classification des créances en souffrance).

Par ailleurs, la Banque a procédé durant l'exercice 2000 à d'importantes consolidations de créances. Les débiteurs ayant fait l'objet d'au moins deux consolidations présentent un encours d'environ DH 400 millions à la clôture de l'exercice. Ces derniers qui, toutefois, ne présentent pas d'impayés depuis plus de trois mois, n'ont pas fait l'objet de provisions pour créances douteuses.

- La participation de la Banque dans le capital de la Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient (BMAO), laquelle s'élève à DH 410 millions, demeure provisionnée à hauteur de DH 19 millions aux 31 décembre 2000 et 1999, sans changement par rapport à l'exercice précédent.

Compte tenu des évaluations de la BMAO, un complément important de provisions aurait dû être constaté. La BNDE a décidé de tenir compte de ces aspects dans le cadre du mali de fusion des deux banques en 2001.

A l'exception des situations décrites ci-dessus, les états de synthèse arrêtés aux 31 décembre 2000 et 1999 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Nationale pour le Développement Economique ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

ERNST AND YOUNG

H. JOUAHRI

44, Rue Mohamed Smiha

TEL : 022.54.58.00

Casablanca

PRICE WATERHOUSE COOPERS

A. BELKASMI

101, Bd. Massira Al Khadra

TEL : 022.98.16.45

Casablanca

Premier exercice soumis au contrôle
Exercice d'expiration du mandat actuel
Durée du mandat

: 1999
: 2001
: 3 ans



6.2.2. Les auditeurs externes – attestation relative à l'audit des comptes 1998

- i. Nous avons audité le bilan de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) au 31 décembre 1998 ainsi que le compte d'exploitation et de pertes et profits et les états de la variation de sa situation nette et de ses ressources et emplois de fonds pour l'exercice clos à cette date. La préparation de ces états financiers relève de la responsabilité de la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission conformément aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend un examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants présentés et les informations contenues dans les états financiers. Un audit comprend également une évaluation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la direction ainsi que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

- ii. L'encours total des crédits à la clientèle au 31 décembre 1998 comprend des arriérés en principal et intérêts pour DH 743 millions dont DH 148 millions sont relatifs à l'activité commerciale.

Pour la détermination de la provision pour créances en souffrances à la date du 31 décembre 1998, la Banque a appliqué aux dossiers de crédits présentant des arriérés à cette date les règles prévues par les Circulaires et Instructions de Bank Al-Maghrib du 6 décembre 1995 relatives aux mesures prudentielles en matière de couverture des créances en souffrance par des provisions. Le montant de la provision pour créances douteuses ainsi déterminé, soit DH 682 millions, correspond à celui comptabilisé par la BNDE à la date de clôture et ce, conformément aux dispositions des Circulaires et Instructions mentionnées en matière de taux de couverture des créances en souffrance par les provisions correspondantes.

Les Circulaires et Instructions de Bank Al-Maghrib prévoient, par ailleurs, d'autres dispositions pour lesquelles la Banque a rencontré des difficultés dans leur mise en place effective et qui par conséquent n'ont pu être systématiquement appliquées pour ces dossiers de crédit. Il s'agit en l'occurrence de celles suivantes :

- l'obtention et l'analyse des états financiers des clients (l'existence de situations financières déséquilibrées étant un parmi les critères de classification des créances en souffrance) ;
- l'évaluation des garanties hypothécaires déduites des créances en souffrance par un expert indépendant.



En ce qui concerne ce dernier point, compte tenu de leur nature et de leur consistance, la valeur réelle des garanties hypothécaires détenues est, sur la base de l'estimation des services de la Banque, en règle générale, supérieure à celle retenue pour la détermination de la provision pour créances en souffrance.

- iii. Comme indiqué à la Note 7 (b), la BNDE détient des participation significatives dont certaines sont supérieures à 50% du capital social de certaines sociétés. Les états financiers de ces sociétés ne sont pas consolidés dans ceux de la BNDE. La préparation d'états financiers consolidés, laquelle n'est pas encore exigée par les normes comptables marocaines, est cependant requise par les normes comptables internationales.

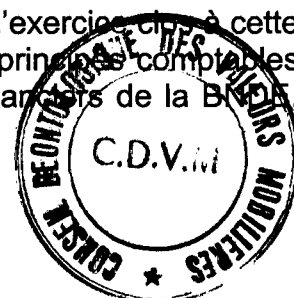
D'autre part, dans le cadre de l'augmentation du capital de la BMAO, de DH 200 millions à DH 500 millions, intervenue durant l'exercice, la Banque a accru de manière significative le montant de sa participation, le portant de DH 110 millions à DH 410 millions (82% du capital) ; cette participation demeure provisionnée à hauteur de DH 19 millions, sans changement par rapport aux exercices précédents. La BMAO a, au cours des dernières années, entamé des actions d'envergure visant, notamment, à rétablir sa situation financière, à renforcer ses fonds propres et à déterminer l'ensemble de ses créances en souffrance et les provisions y afférentes dans le respect, notamment, des règles prudentielles établies par Bank Al-Maghrib telles que mentionnées au niveau du paragraphe 2 ci-dessus. Ces actions demeurent toujours en cours à la clôture de l'exercice 1998. Nous ne sommes pas en mesure, à ce stade, de nous prononcer sur la suffisance de la provision pour dépréciation constatée jusqu'à cette date.

- iv. En outre, la Banque détient une participation d'environ DH 61 millions dans le capital d'une société industrielle qui a également bénéficié de crédits importants. Suite à une chute des cours mondiaux de son produit fini, cette société a enregistré des déficits cumulés au 31 décembre 1998 représentant 55% de son capital social.

La Banque n'a pas constitué de provisions pour dépréciation de titres ou pour créances douteuses. En effet, la société n'a pas d'arriérés sur les crédits et la Banque estime que les difficultés actuelles de cette société sont conjoncturelles et que la reprise du niveau des cours, dont les premiers indices sont actuellement perceptibles au niveau mondial devrait contribuer à terme à la résorption de l'ensemble de ses déficits.

- v. A notre avis, à l'exception de ce qui est décrit dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessus, les états financiers cités au paragraphe 1 ci-dessus donnent, pour tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) au 31 décembre 1998 ainsi que les résultats de ses opérations, des variations de sa situation nette et de ses ressources et emplois de fonds pour l'exercice clos à cette date, conformément à des principes comptables admis. Les principes comptables les plus importants, utilisés dans la préparation des états financiers de la BNDE, sont décrits dans la note 3.

Pricewaterhouse



A. BELKASMI
4 MAI 1999

6.2.3. Le conseil juridique

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de la BNDE et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

SALAH EDDINE RONDA
Directeur Délégué
Charge du Département Juridique
et du Contentieux - BNDE
12, Place des Alaouites – RABAT –
TEL : 037. 70.60.40

6.3 Le responsable de l'information et de la communication financières :

ABDELFETTAH BALAFREJ
Responsable du Département
Communication - BNDE
12, Place des Alaouites – RABAT –
TEL : 037.70.60.40



7. PRESENTATION DE L'OPERATION

7. 1. Cadre de l'opération

Conformément aux dispositions de l'article 19 des statuts de la BNDE, le Conseil d'Administration est autorisé à émettre, sans recourir à l'assemblée générale des actionnaires, en une ou plusieurs fois et quand il le jugera à propos, des obligations ou des bons.

Le Conseil d'Administration détermine le type, l'intérêt et les conditions d'émission et de remboursement de ces bons et de ces obligations.

Le Conseil d'Administration du 23.03.2000 a délégué ledit pouvoir à son Président, Monsieur FARID DELLERO à l'effet de contracter un emprunt obligataire d'une durée de 5 ans et d'un montant global de 700.000.000,00 DH.

La Direction Générale a estimé dans le contexte actuel de limiter le montant de l'émission à 600.000.000,00 DH correspondant à 60.000 obligations de 10.000 DH chacune

7.2 Objectifs de l'opération :

Le produit de cette opération sera affecté au financement des investissements à long et moyen terme agréés par la BNDE.

Le montant total d'engagement, toutes catégories, prévu pour l'exercice 2001 est de l'ordre de 3,7 Milliards de Dirhams. La présente émission doit contribuer partiellement au financement de ce besoin. Les autres ressources mobilisées pour le financement de ces investissements portent sur l'émission de CDN en plus de l'autofinancement.

7.3 Renseignements relatifs à l'émission de l'emprunt obligataire :

Le présent emprunt obligataire d'un montant nominal de DH 600.000.000,00 est représenté par 60 000 obligations de valeur nominale DH 10.000 chacune.

7.3.1 Caractéristiques des obligations émises

- | | |
|----------------------------------|--|
| • Nature | obligations non garanties par l'Etat |
| • Nombre | 60 000 |
| • Forme | obligations dématérialisées (au porteur) |
| • Prix de souscription par titre | 10.000 DH |
| • Montant global de l'opération | 600.000.000 DH |
| • Valeur nominale | 10 000 DH |
| • Taux d'intérêt nominal | 7,00% |
| • Date de jouissance | 22/06/2001 |
| • Durée | 5 ans |
| • Droits rattachés aux titres | droits aux intérêts et au principal |
| • Date de demande de cotation | 08/06/2001 |
| • Date de première cotation | 26/06/2001 |



- Intérêts et amortissement des obligations : les intérêts rapportés par les obligations seront payés annuellement à la date d'obligation sur le capital restant dû. Le principal sera remboursé annuellement.

Année	Date de remboursement	Capital restant dû (en KDH)	Amortissement (en KDH)	Intérêts (en KDH)
1	22/06/2002	600.000	120.000	42.000
2	22/06/2003	480.000	120.000	33.600
3	22/06/2004	360.000	120.000	25.200
4	22/06/2005	240.000	120.000	16.800
5	22/06/2006	120.000	120.000	8.400

- Possibilité de remboursement anticipé : la BNDE s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement. Toutefois, la BNDE pourra procéder soit à des offres publiques d'achat ou d'échange des obligations si le contexte prévu par la loi en vigueur le permet.
- Assimilation :
 - nouvelle ligne
 - aucune émission ultérieure de titres assimilables n'est prévue
- Rang de créance :

L'emprunt obligataire à émettre n'est pas subordonné à d'autres dettes contractées par la BNDE

- Garantie externe

L'emprunt obligataire, objet de la présente note d'information, ne fait l'objet d'aucune garantie.
- Représentation des obligataires

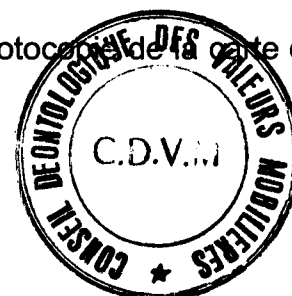
En attendant la tenue de l'assemblée générale ordinaire des obligataires prévue en septembre 2001, le conseil d'administration de la BNDE procédera dès l'ouverture des souscriptions à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires.

L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse courant juillet 2001.

- Identification des souscripteurs :

Pour les personnes physiques de nationalité marocaine, la photocopie de la carte d'identité nationale fera foi.

Pour les personnes physiques résidentes et non marocaines, la photocopie de la carte de résident.



Pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines, la photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document.

Pour les personnes morales marocaines, le modèle d'inscription au registre de commerce fera foi.

Pour les personnes morales étrangères, le modèle d'inscription au registre de commerce ou équivalent est nécessaire.

Pour les associations, la photocopie des statuts et la photocopie du récépissé du dépôt de dossier sont nécessaires.

Pour les OPCVM de droit marocain, la photocopie de la décision d'agrément et pour les FCP le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal, pour les SICAV, le numéro du registre de commerce, sont nécessaires.

7.3.2 Régime fiscal des obligations

Les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation, le régime fiscal en vigueur, s'appliquant aux obligations est le suivant :

A/- Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt Général sur le Revenu (IGR).

1. Personnes résidentes

Personnes soumises à l'IGR

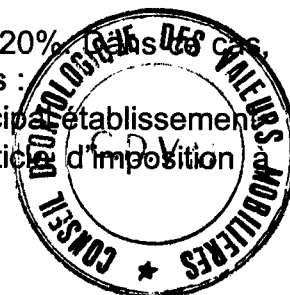
Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à l'IGR au taux de :

- . 30 % pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IGR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- . 20 % imputable sur la cotisation de l'IGR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de la carte d'étranger
 - le numéro d'article d'imposition à l'IGR.

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IS au taux de 20%. Les bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'Impôt sur les Sociétés.



2. Personnes non résidentes :

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10 %.

B/- Plus-values

1. Personnes résidentes :

Personnes morales

Elles sont imposables sur les profits de cession d'obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur les revenus.

Personnes physiques

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu (IGR), les profits nets de cession des obligations sont soumis à l'IGR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- . la cession à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- . l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- . l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- . les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20.000 DH ;
- . la donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- . d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- . et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession et / ou acquisition.

2. Personnes non résidentes :

Les profits de cession d'obligations réalisés par des personnes non résidentes ne sont pas imposables.



7.4 Eléments d'appréciation du prix de souscription :

- Cours et volume des transactions du marché central

	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>
Plus haut	NEANT	NEANT	NEANT
Plus bas	NEANT	NEANT	NEANT
Volume(MDH)	400	1.800	NEANT

- Cours de l'année 2000

	<u>1^{er} trimestre</u>	<u>2^{ème} trimestre</u>	<u>3^{ème} trimestre</u>	<u>4^{ème} trimestre</u>
Plus haut	-	-	-	-
Plus bas	-	-	-	-
Volume	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT

- Cours et volume des transactions des six derniers mois de l'année 2000

	<u>Juillet</u>	<u>Août</u>	<u>Septembre</u>	<u>Octobre</u>	<u>Novembre</u>	<u>Décembre</u>
Plus haut	-	-	-	-	-	-
Plus bas	-	-	-	-	-	-
Volume	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

- Bons de trésor à 5 ans

	<u>1998 (*)</u>	<u>1999 (*)</u>	<u>2000 (*)</u>
Taux d'intérêt	7,48 %	5,71 %	7,00 %

(*) Taux d'intérêt à fin décembre déterminés par la BNDE sur la base du marché primaire des adjudications des bons du Trésor

7.5 Cotation en bourse

- Date de demande d'admission à la cotation officielle 08/06/2001
- Date de la première cotation 26/06/2001
- Catégorie d'inscription des titres à la cote Obligation

7.6 Syndicat de placement et intermédiaires financiers :

- Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions :
Le réseau BNDE
- Organisme financier chargé du service financier :
La Banque Nationale pour le Développement Economique
12, Place des Alaouites – RABAT
- Organisme chargé de l'enregistrement en bourse :
SAFABOURSE CASABLANCA



7.7 Modalités de souscription

7.7.1 Période de souscription : du 19/06/2001 au 22/06/2001

7.7.2 Date de règlement par les souscripteurs : 22/06/2001

7.7.3 Modalités de publication des résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés au Bulletin de la cote de Casablanca, et communiqués à la presse au plus tard le 26/06/2001.

7.8 Modalités d'allocation

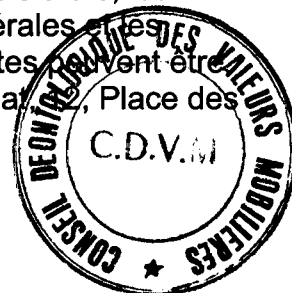
L'allocation se fera au prorata des demandes reçues.



8. PRESENTATION DE LA BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

8.1. Renseignements à caractère général

- Dénomination sociale Banque Nationale Pour le Développement Economique
- Siège social 12, Place des Alaouites, BP 407 Rabat
- Numéro de téléphone 037. 70.60.40. et 037. 70.88.44
- Numéro de fax 037. 70.37.06
- Adresse électronique bn de – informatique @ iam. Net. ma
- Forme juridique Société Anonyme, régie par loi n°17-95 du 30 Août 1996 relative aux sociétés anonymes.
La BNDE est également régie par le Dahir portant loi n°1-93-147 du 7 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle.
- Date de constitution 24 Juillet 1959
- Durée de vie 99 ans
- Numéro du registre du commerce : 16 423 RABAT
- Exercice social : 1^{er} Janvier au 31 décembre
- **Objet social (art. 3) :**
 - ♦ Concourir au Développement Economique du Maroc ;
 - ♦ Recevoir des dépôts du public;
 - ♦ Consentir des prêts pour tout projet d'investissement productif ;
 - ♦ Faire toutes opérations de banque et de change ;
 - ♦ Escompter ou prendre en pension tout effet représentatif de crédits à moyen terme ;
 - ♦ Donner toutes garanties notamment par voie d'aval ou d'acceptation ;
 - ♦ Participer à la création et au développement de toutes sociétés ou entreprises.
- Identité des fondateurs Etat Marocain
- Capital social DH 600.000.000,00 (entièrement libéré)
- Documents juridiques Les documents juridiques, à savoir les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes, peuvent être consultés au siège de la BNDE à Rabat, Place des Alaouites.



Assemblées Générales :

Mode de convocation	: Soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales et au bulletin officiel, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire si toutes les actions sont nominatives.
Condition d'admission	: Posséder au moins 10 actions
Condition d'exercice des droits de vote	: Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés à mains levées par appel nominal ou à scrutin secret.

8.2 Renseignements sur le capital de la BNDE :

Situation actuelle

Montant du capital social souscrit	: 600.000.000 DH
Nombre d'actions	: 6.000.000
Valeur nominale de l'action	: 100 DH

8.2.1 Evolution du capital social de la BNDE :

- Le 24 Juillet 1959 le capital BNDE était de DH 20.000.000 ;
- Le 09 Février 1963 augmentation de capital en numéraire de DH 10.000.000 ;
- Le 24 Juin 1968 réduction du capital de DH 10.000.000 ;
- Le 28 Décembre 1972 augmentation du capital par incorporation de réserves de DH 2.400.000 et en numéraire de DH 10.000.000 ;
- Le 27 Juin 1975 augmentation de capital par incorporation de réserves de DH 3.240.000 et en numéraire de DH 34.360.000 ;
- Le 14 Décembre 1977 augmentation de capital de DH 70.000.000 ;
- Le 29 Décembre 1986 augmentation de capital en numéraire de DH 70.000.000 ;
- Le 10 Juillet 1991 augmentation de capital par incorporation de réserves de DH 21.000.000 et en numéraire de DH 105.000.000 ;
- Le 29 Avril 1993 augmentation de capital en numéraire :
 - . 168.000.000 au pair, soit 50 DH l'action ;
 - . 96.000.000 avec prime d'émission, soit 65 DH l'action.



8.2.2 Répartition du capital et des droits de vote

Liste des principaux actionnaires au 31 décembre 2000 :

	D'actions	(%)	droits de vote	
• Etat	2 049 741	34,16	2.049.741	34,16
• Caisse de Dépôt et de Gestion	1 518 000	25,30	1.518.000	25,30
• Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites	248 625	4,14	248.625	4,14
• Société Nationale d'Investissement	146 169	2,44	146.169	2,44
• Autres actionnaires	2 037 465	33,96	2.037.465	33,96
TOTAL	6.000.000	100	6.000.000	100

Actions et droits de vote détenus par les membres du Conseil d'Administration.

	Actionnaire	Nombre D'actions	Nombre de droits de vote
FARID DELLERO	T.G.R.	500	500
MOHAMED SEQAT	B.A.M.	500	500
ABDELTIF LOUDYI	T.G.R.	500	500
KHALID EL KADIRI	C.D.G.	500	500
AHMED DAROUICH	C.D.G.	500	500
BENSELHMA HILIA	T.G.R.	500	500
MOHAMED BIJAAD	T.G.R.	500	500
MOURAD BACHIR BOUHALI	T.G.R.	500	500
		40.000	40.000

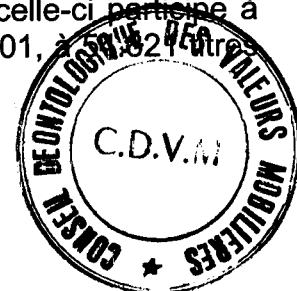
Actions et droits de vote détenus par le personnel

Le nombre d'actions BNDE acquises à la Bourse par certains membres du personnel et déposées à la BNDE, s'est élevé à 2.316 titres en date du 24 mai 2001, soit une part du capital social de 0,04%.

Actions et droits de vote détenus par les filiales de la BNDE à plus de 50%

Le nombre d'actions BNDE détenues par les filiales dans lesquelles celle-ci participe à plus de 50% et déposées à la BNDE, s'est élevé, en date du 24 mai 2001, à 52.505 titres dont :

- FIPAR HOLDING : 52.505 actions, soit 0,88% du capital ;
- BMAO : 2.316 actions, soit 0,11% du capital.



Evolution de la structure de l'actionnariat durant les trois dernières années :

Les principaux changements ayant affecté la structure de l'actionnariat durant les trois dernières années sont les suivantes :

- **AOUT 1999**

Cession de 30.250 actions (valeur nominale = 50 DH) de la Bank Of Tokyo à divers porteurs.

- **MARS 2000**

Cession de 195.581 actions (valeurs nominale = 100 DH) appartenant à l'Agence Française de Développement dont 97.790 actions à la CAJA DE HARRES et 97.791 actions à la CAJA SAN FERNANDO.

8.3 Politique de distribution des dividendes

Sur le bénéfice net déterminé, il est prélevé :

- 5 % pour constituer la réserve légale ;
- Toutes sommes que l'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, jugera utile d'affecter à un fonds spécial pour risques de prêts en cours, ou de reporter à nouveau ;
- La somme nécessaire pour distribuer aux actionnaires, à titre de premier dividende, un intérêt non cumulatif de 5 % sur la partie libérée des actions.

L'excédent est réparti entre les actionnaires au prorata de toutes les actions.

Toutefois, sur un excédent, l'Assemblée peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, décider le prélèvement de toutes sommes en vue de la création de réserves supplémentaires ou de fonds de prévoyance dont elle détermine le montant.

8.4 Comportement boursier du titre BNDE

La BNDE est cotée à la Bourse des Valeurs de Casablanca. Son capital social qui s'élève à 600 000 000 DH se compose de 6 000 000 actions de valeur nominale de 100 DH chacune.

L'évolution du cours de l'action BNDE durant les trois derniers exercices a été la suivante :

	COURS LE PLUS BAS (DH)	COURS LE PLUS HAUT (DH)	VOLUME DES TRANSACTIONS (1)
1998	175	238	149
1999	301/132	301/190	116
2000	220	310	

Source : Bulletin Officiel de la Cote au 31.12.

le cours au 31/12/1998 : 192 DH (VN = 50 DH)

le cours au 31/12/1999 : 301 DH (VN = 100 DH)

le cours au 29.12.2000 : 225 DH (VN = 100 DH)



(1) Volumes sur le marché central exprimés en millions de dirhams

Cours de l'année 2000

	<u>1er trimestre</u>	<u>2^{ème} trimestre</u>	<u>3^{ème} trimestre</u>	<u>4^{ème} trimestre</u>
Plus haut (DH)	310	291,5	288,6	246
Plus bas (DH)	261,10	250	243	220
Volume (millions DH) (2)	8	15	6	7

	<u>Juillet</u>	<u>Août</u>	<u>Septembre</u>	<u>Octobre</u>	<u>Novembre</u>	<u>Décembre</u>
Plus haut (DH)	268	288,60	267	246	233	235
Plus bas (DH)	247,10	250	243	220	223	220
Volume (millions DH)(2)	2	2	2	5	2	1

Aucune suspension de cours n'a été constatée au cours de l'exercice 2000.

(2) Volumes sur le marché central exprimés en millions de dirhams

Les indicateurs financiers et ratios boursiers relatifs aux trois derniers exercices se présentent comme suit :

(en Milliers de DH)

	1998	1999	2000
Fonds propres (*)	1 075 786	1 184 097	1.250.925
Résultat net	183 289	180 310	66.828
Nombre d'action	12 000 000	6 000 000	6.000.000
Fonds propres par action	89,64	197,34	208,49
Bénéfice par action	15,27	30,05	11,14
Valeur nominale	50	100	100
Cours au 31 décembre	192	301	225
PER	12,6	10	20,2
Dividende par action	6	12	-

(*) Les fonds propres comprennent les résultats nets après distribution des dividendes.

8.5 Marché des titres BNDE

Sur le marchés des titres de créances négociables, la BNDE émet régulièrement des Certificats de Dépôt. Ainsi, au cours des trois derniers exercices, les montants des nouvelles émissions de CDN sont de 451,25 MDH en 1998, 802 MDH en 1999 et 599 MDH en 2000. L'encours global à fin décembre 2000 s'élève à 1.830,75 MDH (principal).



9. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE LA BNDE

9.1 Organigramme de la BNDE

L'organigramme de la BNDE est donné ci-après.



9.2 Composition du Conseil d'Administration

Membres du Conseil	Fonction	Durée du mandat
MONSIEUR MUSTAPHA FARIS	PRESIDENT D'HONNEUR DE LA BNDE – RABAT MAROC	
MONSIEUR FARID DELLERO	PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE LA BNDE – RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2004)
MONSIEUR BANK AL-MAGHRIB	REPRESENTEE PAR MONSIEUR MOHAMED SEQAT, VICE PRESIDENT DU C..A. DE LA BNDE, GOUVERNEUR DE BANK AL-MAGHRIB RABAT/MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
LE TRESOR	REPRESENTE PAR MONSIEUR ABDELTIF LOUDYI, DIRECTEUR DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES, MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU TOURISME- RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	REPRESENTEE PAR MONSIEUR KHALID KADIRI, DIRECTEUR GENERAL- RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
OFFICE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	REPRESENTE PAR MONSIEUR MOURAD BACHIR EL BOUHALI, DIRECTEUR GENERAL, RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	REPRESENTE PAR MONSIEUR BOUSELHAM HILIA, SECRETAIRE GENERAL – RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
MINISTERE DE LA PREVISION ECONOMIQUE ET DU PLAN	REPRESENTE PAR MONSIEUR MOHAMED BIJAAD, SECRETAIRE GENERA – RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
KUWAIT INVESTMENT COMPANY (SAK)	REPRESENTEE PAR MONSIEUR MOHAMED AL GHARABALLY KOWEIT	6 ans (expire avec l'exercice 2003)
CAISSE INTERPROFESSIONNELLE MAROCAINE DE RETRAITE (CIMR)	REPRESENTEE PAR MONSIEUR ABDELJALIL CHRAIBI, PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL- CASABLANCA MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2005)
MUTUELLE AGRICOLE MAROCAINE D'ASSURANCES MAMDA / MCMA	REPRESENTEE PAR MONSIEUR ABED SOUSSAN YACOUBI DIRECTEUR GENERAL – RABAT MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2005)
COMPAGNIE NORD-AFRICAINE INTERCONTINENTALE (CNIA)	REPRESENTEE PAR MONSIEUR SAID AHMIDOUCH, DIRECTEUR GENERAL – CASABLANCA MAROC	6 ans (expire avec l'exercice 2002)

Commissaire du Gouvernement : Monsieur LOTFALLAH CHEGGOU, Inspection Générale des Finances



Monsieur Farid DELLERO est également Président des Conseils d'Administration des sociétés FIPAR Holding, LIMADET et BMAO. IL est aussi Président du Conseil de Surveillance de MAROC LEASING et Vice-Président de CIMAR.

Monsieur Farid DELLERO est Administrateur dans les sociétés Caisse Marocaine des Marchés « CMM », SOMADET et SAI M'DIQ, et représente la BNDE dans les Conseils d'Administration des sociétés CELLULOSE DU MAROC, CARNAUD MAROC et la BCP.

Par ailleurs, certains Administrateurs de la BNDE siègent également et conjointement avec la BNDE dans les conseils d'administration de certaines participations, en particulier :

- La CDG est Administrateur de MAROC LEASING, CMM, CARNAUD MAROC, CELLULOSE DU MAROC et LIMADET ;
- CNIA est Administrateur de CIMAR et CELLULOSE DU MAROC ;
- CIMR est Administrateur de CIMAR et de CELLULOSE DU MAROC ;

9.3 EQUIPE DIRIGEANTE

Nom & Prénom	Fonction
M. Farid DELLERO	Président Directeur Général
M. Mohamed AISSAOUI	Directeur Général Adjoint
M. Mohamed Rachid FREJ	Directeur Général Adjoint
M. Ahmed RHOULAMI	Directeur Général Adjoint
M. Abdeslam BERKIA	Secrétaire Général
M. Mohamed AMRAOUI	Directeur délégué

M. Farid DELLERO (07.04.1940) est Président Directeur Général. Il a intégré la BNDE en 1966 en qualité de cadre supérieur. Rompu aux méthodes de gestion, d'évaluation et d'analyse, Monsieur DELLERO est lauréat de l'Université de Madrid en Sciences Economiques et diplômé du Cycle Supérieur de Gestion de l'I.S.C.A.E. Monsieur DELLERO a occupé les fonctions de Directeur du Département des « projets et Participations » et de Directeur du Département de l'Evaluation.

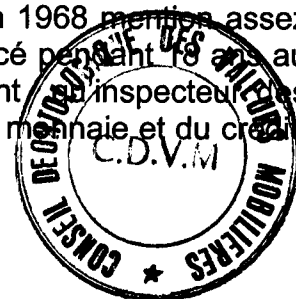
Le 13 avril 1982, Monsieur DELLERO est promu Directeur Général de la B.N.D.E. Trois années plus tard , il est désigné Administrateur Directeur Général.

En 1992, Sa Majesté le Roi Hassan II le nomme Haut Commissaire du Pavillon du Maroc à l'exposition Universelle de Séville.

Le 15 avril 1993, Monsieur DELLERO est nommé Vice-Président Directeur Général.

Le 21 juillet 1994, il est nommé par sa Majesté le Roi Hassan II, Président Directeur Général de la B.N.D.E.

M. Mohamed AISSAOUI (09.11.1947), est lauréat de la faculté de Droit et des Sciences Economiques de Rabat où il a obtenu une licence en économie en 1968 mention assez bien et un certificat d'économie générale du DES en 1970. Il a exercé pendant 18 ans au Ministère des Finances où il a assumé des responsabilités en tant qu'inspecteur des Finances puis en tant que Directeur Adjoint chef de la Division de la monnaie et du crédit. Il est promu Inspecteur des Finances de Grade Exceptionnel.



Depuis 1987, Monsieur Aissaoui est détaché auprès de la BNDE et nommé Directeur Général Adjoint, responsable de la Direction du Financement des investissements.

M. Mohamed Rachid FREJ (05.09.1945) est titulaire d'un B.T.S en 1968 (Nancy). Il a intégré la B.N.D.E le 2 décembre 1968 en tant que comptable supérieur.

Après avoir été Adjoint du Chef de Département, il est nommé en 1983, Directeur, Chef du Département des Finances et de la Comptabilité.

Outre sa fonction en 1986, Monsieur FREJ est chargé de l'Intérim du Département du Recouvrement relevant de la Direction de la Gestion des Opérations Engagées.

Depuis 1990 à ce jour, il a occupé le poste de Directeur Central puis Directeur Délégué, Responsable de la Direction Financière. Celle-ci regroupe les Départements de la Comptabilité et du Budget, de l'International, du Contrôle de Gestion, des Activités à Court Terme y compris le réseaux, et des Ressources Financières. Actuellement il occupe le poste de Directeur Général Adjoint.

Monsieur Ahmed RHOULAMI (28.11.1944) diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de REIMS a commencé sa carrière à la Banque en 1966 au sein du Département du Suivi puis dans le Département des Finances et de la Comptabilité.

En 1974, Monsieur Ahmed RHOULAMI est nommé Chef du Département des Finances et de la Comptabilité.

En 1983, il est nommé Secrétaire Général de la Banque.

En 1986, Monsieur Ahmed RHOULAMI est nommé Directeur Général Adjoint de la B.N.D.E., Responsable de la Direction de Gestion des Opérations Engagées.

Monsieur Abdeslam BERKIA (27.04.1940), Lauréat de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs, Promotion Mohamed V. Avant d'intégrer la B.N.D.E., Monsieur Abdeslam BERKIA a occupé diverses fonctions en tant que Chef du Service Electrique du B.R.P.M., Ingénieur en Chef des Ateliers d'Entretien et de Réalisations Mécaniques et Electriques. Il a rejoint la Compagnie Marocaine des Cartons et Papiers à Kénitra comme Chef du Service de l'Energie puis Directeur Technique de la Société.

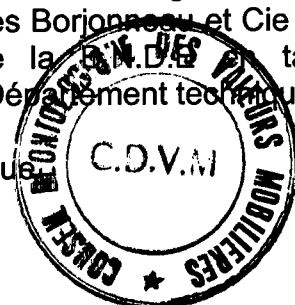
Le 1^{er} Octobre 1981, Monsieur BERKIA a intégré le Département Technique de notre Institution.

En 1985, il est nommé Directeur, Chef du Département Technique.

En 1988, Monsieur BERKIA est nommé Secrétaire Général, poste qu'il occupe à ce jour.

M. Mohamed AMRAOUI (01.07.1946) est lauréat de l'Ecole Mohammadia d'Ingénieurs en 1969. Embauché immédiatement par la Société Marocaine Jacques Borjesson et Cie en qualité d'ingénieur Technico-Commercial. En 1972, il intègre la B.N.D.E. en tant qu'ingénieur d'évaluation des projets d'investissement au sein du Département technique.

En 1983, il est nommé Directeur Adjoint, chef de la division technique



Promu en tant que Directeur du département des crédits spécialisés et de la promotion en 1986, il est désigné par la suite comme Adjoint au Directeur Général Adjoint, puis responsable du département technique et de l'ingénierie. Depuis 1995, Monsieur AMRAOUI est Directeur Délégué responsable de l'activité banque d'affaires.

9.4 Relations des organes d'administration et de direction avec la BNDE :

Rémunération brutes des membres du conseil d'administration

(exercice 2000) = 321.428,56 DH

Rémunérations brutes des dirigeants

(exercice 2000) = 6.832.676,07 DH

Encours global des prêts accordés aux membres du Conseil d'Administration : 1.573.000 DH (au 31 Mai 2001)

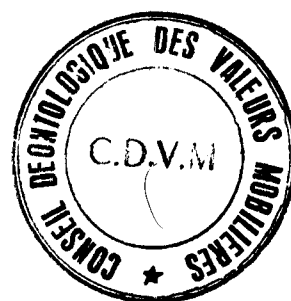
Encours global des prêts accordés aux membres de l'équipe dirigeante : 1.511.000 DH (au 31 Mai 2001)

9.5 Comités techniques :

A l'initiative du conseil d'administration de la BNDE, le comité exécutif a été constitué afin de statuer sur les dossiers de crédit. Au cours de l'exercice 2000, Le comité exécutif a tenu trois réunions. La liste des membres qui le composent est la suivante :

- Le Président Directeur Général – Farid DELLERO
- Le Gouverneur de Bank Al-Maghrib – Mohamed SAQAT
- Le Directeur du Trésor – Abdeltif LOUDYI
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion – Khalid EL KADIRI
- Le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie – Bouselham HILIA
- Le Commissaire du Gouvernement – Lotfallah CHAGGOUR
- Le Directeur Général Adjoint, chargé de la Direction de Financement Des Investissements – Mohammed AISSAOUI
- Le Directeur Général Adjoint , chargé des Opérations Engagées Ahmed RHOULAMI
- Le Directeur Général Adjoint, chargé de la Direction Financière Mohamed Rachid FREJ
- Le Directeur Délégué chargé de la Banque d'Affaires, Mohamed AMRAOUI

Les rémunérations brutes des membres du Comité Exécutif au titre de l'exercice 2000 se sont élevés à 128.571,43 DH



10. ACTIVITE DE LA BNDE

10.1 Historique

1959. La BNDE a été créée le 24 juillet 1959 sous la forme d'une société anonyme de droit privé avec une participation importante de l'Etat et des institutions bancaires et financières aussi bien nationales qu'internationales. Sa vocation était de favoriser le développement économique du Maroc en encourageant particulièrement les initiatives privées. A cette fin, elle recourt à des ressources qu'elle mobilise sur le marché local et auprès des organismes internationaux;

1973. L'action de la BNDE est cotée à la Bourse des Valeurs de Casablanca depuis le 16 juillet 1973. La cotation enregistrée le 28 Février 2001 a été de 209 DH pour une valeur nominale de 100 DH.

1987. Tout en consolidant quantitativement et qualitativement sa position en tant que principal organisme de financement des investissements productifs, la BNDE s'est attachée depuis 1987 à diversifier son activité en l'étendant à d'autres produits financiers tels que les avals de crédits à termes et les opérations liées à l'activité de banque commerciale. De même, dans l'optique d'une plus grande intégration de ses opérations bancaires la Banque a créé en 1989 un département de l'international.

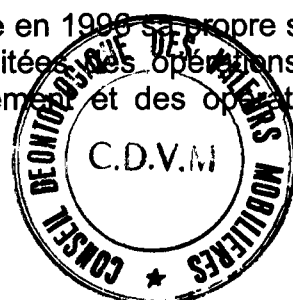
En 1989, la BNDE est retenue parmi les sociétés publiques et semi-publiques appelées à être privatisées.

1993. Dans le cadre de sa stratégie visant à étendre ses activités à la collecte de dépôts, la BNDE a pris une participation majoritaire dans la BMAO disposant d'un réseau de 32 agences.

1994 Dans un souci d'adaptation aux mutations du système bancaire et financier, la BNDE a cherché à diversifier son activité en intégrant depuis 1994 de nouveaux métiers de la finance qui désormais, font partie de sa stratégie de développement. Cette nouvelle activité dite de banque d'affaires, porte aussi bien sur la gestion du portefeuille de participations de la banque, que la gestion des OPCVM et le développement des activités relevant du domaine de la banque conseil.

Ces activités concernent essentiellement l'assistance et le conseil des entreprises en matière de fusion-acquisition, montage financier, gestion de fortunes, restructuration industrielle et d'une manière générale tous les services et opérations liés directement ou indirectement à l'activité de banque d'affaires. L'activité de banque conseil a pu inscrire à son actif la réalisation d'un certain nombre d'opérations, telles notamment la privatisation de la CIOR et de la SNEP ; de l'évaluation des cimenteries du nord, et de Cellulose du Maroc ; la fusion des affaires du groupe CEMENTS DU MAROC ; l'introduction en bourse de CIOR et de Maroc Leasing.

1996. Avec la libération du marché des changes, la BNDE a créé en 1996 sa propre salle de change devenue depuis une salle des marchés où sont traitées des opérations de change au comptant et à terme ; des opérations de refinancement et des opérations monétaires.



10.2 Groupe BNDE

La BNDE est à la tête d'un groupe de sociétés financières, industrielles et touristiques sur lesquelles elle exerce, soit un contrôle exclusif, soit conjoint, soit une influence notable.

10.3 . ACTIVITES DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE LA BNDE

• B M A O

La Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient (BMAO) filiale du groupe BNDE, ayant son siège sis Place Bandoeng à Casablanca, est une banque commerciale. La part du capital et de droits de vote détenus par la BNDE est de 81,91%.

Issue de la marocanisation de la BRITISH BANK OF THE MIDDLE EAST en 1975, la BMAO a vu son capital évoluer de 5.025.000 DH en Mai 1975 à 100 MDH en 1993, puis à 200 MDH la même année suite à l'entrée de la BNDE dans son capital, et enfin à 500 MDH en Octobre 1998.

En 1995, suite à la prise en main de la gestion de cet établissement par la BNDE, un plan d'action a été mis en place, axé essentiellement sur l'assainissement de la situation financière de la Banque et de son portefeuille client.

En 2000, les produits d'exploitation et le résultat net de la BMAO s'élèvent respectivement à 197 MDH et -280 MDH.

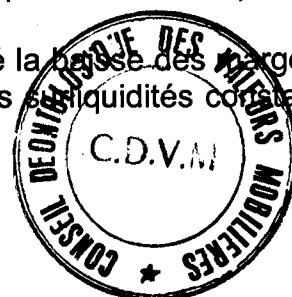
Au cours des 3 dernières années, les principaux indicateurs de l'activité de la BMAO ont évolué comme suit :

	(en millions de DH)		
	1998(*)	1999(*)	2000
Total Bilan	3.389	4.175	2.714
Dépôts	2.267	2.275	2.589
Part de marché	1,4 %	1.35 %	1,3 %
Crédits	1.869	2.258	1.532
Part de marché	1,8 %	1,8 %	1,7 %
Produit Net Bancaire	113	114,1	91,7
Effectifs	339	339	328
Réseau	27	27	26

(*) les indicateurs pour 1998 et 1999 n'ont pas été retraités selon le PCEC

Ces indicateurs permettent de souligner :

- La progression des dépôts marquée par une amélioration au plan qualitatif grâce à la percée constatée au niveau des comptes dépôts et comptes courants et la réduction des dépôts rémunérés ;
- La baisse des crédits en 2000 par rapport à 1999 conséquence de l'adoption du nouveau Plan Comptable des Etablissements de Crédit ;
- La réalisation d'un Produit Net Bancaire de 92 MDHS malgré la hausse des charges et des taux d'intérêts en raison de la concurrence accrue et des liquidités constatées sur le marché.



- Le redéploiement du réseau qui a connu une rénovation et une modernisation suite à sa restructuration (fusion et/ou transfert d'agences, spécialisation des points de vente).
- Le redéploiement du personnel accompagné d'actions de recrutement de compétences externes et de formation intense.

L'ensemble des actions sont soutenues bien entendu par l'appartenance au groupe BNDE et la synergie développée avec les filiales (SAFACRED, SAFABOURSE, MAROC LEASING, CMM, BANQUES D'AFFAIRES) et les divers départements de la BNDE (Etudes, Crédits, Salle des marchés...)

Il y a lieu de préciser enfin que l'opération de fusion de la BMAO avec la BNDE, sera réalisée avant la fin de l'année 2001.

• MAROC LEASING

La société « MAROC LEASING », ayant son siège au Bd Abdelmoumen à Casablanca, a été constituée en 1965, à l'initiative de la B.N.D.E. qui s'est intéressée très tôt au développement du secteur du leasing au MAROC en tant que mode complémentaire et souple de financement de l'économie.

Le capital social de MAROC LEASING s'élève à 159,5 MDH et est constitué de 1.594.950 actions. La BNDE en détient une part de 71,80% du capital social. La CDG est le deuxième actionnaire avec 5,03% du capital.

Depuis sa création et à ce jour, l'activité de la société Maroc Leasing a atteint un niveau de développement important.

Sa production est ainsi passée de près de 1 Million de Dirhams en 1965 à 11,8 Millions de Dirhams en 1968, 20 Millions de Dirhams en 1979, 53,3 Millions de Dirhams en 1976, 100 Millions de Dirhams en 1986, 273,90 Millions de Dirhams en 1992, 722 Millions de Dirhams en 1998 et 775 Millions de Dirhams en 1999. Au titre de 2000, ce montant est de 880 millions de Dirhams.

En outre le chiffre d'affaires de Maroc Leasing s'est accru au taux moyen annuel de 13 % au cours des 5 dernières années. En 2000, il a atteint un montant de 773 Millions de Dirhams, soit + 5 % par rapport à 1999.

Au niveau des résultats, ceux-ci ont connu un accroissement moyen annuel de 15 % entre 1992 et 1999. Pour 2000, le bénéfice net a atteint 24 Millions de Dirhams.

La Société Maroc Leasing distribue régulièrement des dividendes : 14 DH par action en 2001 et 16 DH par action en 2000.

• TOURISTIQUE « SOMADET »

La SOMADET, ayant son siège à l'Immeuble BNDE à Rabat, a été créée à l'initiative de la BNDE, de l'ONMT et de la CDG en vue de participer à la promotion, développement et la mise en valeur touristique.



Son capital, constitué de 156.100 actions et s'élevant à 15,61 MDH, est actuellement détenu par la BNDE (81,4%) et par l'ONMT (18,6%).

La SOMADET a démarré son activité en s'intéressant aux villages de vacances, étant donné que le secteur touristique était sous équipé dans ce type d'infrastructures.

C'est ainsi que plusieurs villages de vacances ont été réalisés grâce aux concours de la SOMADET entre 1962 – 1970 augmentant à l'époque la capacité d'hébergement parahôtelière nationale de 42 %.

Les villages de vacances d'Al Hoceima et de Tanger furent les premières réalisations de la SOMADET en association avec le Club Méditerranée, permettant à ce dernier de s'installer au MAROC, où il gère actuellement 8 villages de vacances et 2 hôtels totalisant une capacité de près de 5.000 lits.

La SOMADET a également réalisé un village de vacances à M'diq qui dispose d'une infrastructure importante.

En 2000, la SOMADET a réalisé un résultat net de 4.351.454 DH.

- **SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE « SAI M'DIQ »**

La SAI M'DIQ, ayant son siège à l'immeuble BNDE à Rabat, a été créée en 1967. Son capital de 4,6 MDH est souscrit à hauteur de 50 % par la SOMADET et 50 % par la BNDE.

La SAI M'DIQ est propriétaire d'un village de vacances à M'diq dont la capacité s'élève à 600 lits. Ce village est donné en location gérance moyennant une redevance locative de 4,5 MDH. Le résultat net a atteint 2,4 MDH en 2000.

- **PECHINEY MANUFACTURE MAROCAINE D'ALUMINIUM « PECHINEY MMA »**

La société PECHINEY MMA, créée en 1949, a pour activité la fabrication et la distribution de films souples pour emballage, tubes et étuis rigides ainsi que d'articles de ménage classiques et d'autocuiseurs.

Son capital social, constitué de 526.624 actions et s'élevant à 52,7 MDH, est détenu par la BNDE à hauteur de 20,89 % par la BNDE, en association avec CEBAL (48,64%), SMMM (12,82%) et M. EL Kabbaj Mohammed (6,5%).

Son chiffre d'affaires et son résultat net au titre de l'exercice 2000 ressortent à 209,7 MDH et 9,5 MDH respectivement.

En 2000, la société a distribué un dividende de 40 DH par action contre 35 DH en 1999.



- **HOLDING FINANCIERE DE PARTICIPATION ET D'INVESTISSEMENT « FIPAR HOLDING »**

La société FIPAR HOLDING a été créée par la BNDE le 5 Mai 1989 en tant que société holding ayant pour objet les prises des participations, la promotion et la gestion du portefeuille et en général toutes opérations sur les valeurs mobilières.

Son capital social, constitué de 1.200.000 actions, s'élève actuellement à 120 MDH détenu à 100 % par la BNDE.

FIPAR HOLDING qui constitue un instrument d'intervention et de gestion souple et approprié a pu intervenir dans plusieurs opérations en bourse à l'issue desquelles elle s'est constituée un portefeuille en actions très consistant dont le montant s'élève au 31 Décembre 2000 à 209 MDH.

Par ailleurs, aux termes d'une convention de gestion, FIPAR gère les deux SICAV BNDE « INMAA CROISSANCE » et « INMAA PATRIMOINE » ainsi que le FCP INMAA TRESORERIE.

Au titre de l'exercice 2000, les produits d'exploitation et le résultat net de FIPAR HOLDING ressortent à 3,9 MDH et 0,9 MDH respectivement. La société a distribué un dividende de 8 DH par action.

- **CARNAUD MAROC,**

Considérée comme l'une des plus importantes sociétés du secteur d'emballages métalliques au Maroc, Carnaud Maroc, implantée au quartier industriel Ain Sebaa, occupe une part de marché de près de 60 %.

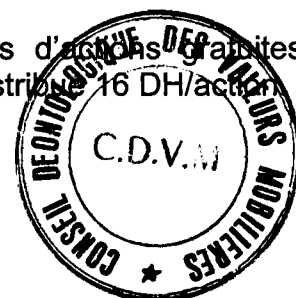
Son capital de 144,85 MDH, constitué de 1.445.850 actions, est détenu par la FINANCIERE D'EMBALLAGE (65,65%), BNDE (20%), CDG (10%) et divers actionnaires (4,35%).

Sur le plan de l'activité et des résultats de la société, Carnaud Maroc maintient une évolution soutenue et ce en dépit d'une conjoncture difficile marquée par :

- La sécheresse qui a altéré certaines récoltes liées directement à l'activité des conserveries ;
- La faiblesse de la demande des marchés extérieurs ;
- La concurrence en particulier locale qui a essayé de récupérer les parts de marché perdues antérieurement pendant les dernières années (baisse importante de prix).

En 2000, Carnaud Maroc a réalisé un chiffre d'affaires de 537,8 MDH et un résultat net de 32,7 MDH.

Carnaud Maroc qui a procédé plusieurs fois à des distributions d'actions gratuites, distribue annuellement des dividendes substantiels. En 2000, elle distribue 16 DH/action.



Par ailleurs et en vue de rester compétitive sur le marché national et préserver sa part du marché, Carnaud Maroc entreprend régulièrement la réalisation d'ambitieux programmes d'investissements visant la modernisation continue de ses différentes branches d'activité.

- **LIMADET**

Détenue à hauteur de 75,41% par la BNDE, la société Lignes Maritimes du Détroit a été créée en 1964 sur l'initiative de la BNDE, en vue de développer le trafic à travers le détroit.

La Limadet, ayant son siège au 3 rue Ibn Rochd à Tanger, a commencé son activité en juillet 1966, par le lancement du Car Ferry IBN BATOUTA.

En 1993, la Limadet a lancé son deuxième Car Ferry IBN BATOUTA II pour consolider davantage sa position dans le trafic à travers le détroit et améliorer ses performances.

Actuellement, la Limadet dispose de deux CAR FERRY et a étendu son activité à l'exploitation de la ligne NADOR/ALMERIA.

Sur le plan des résultats, la Limadet a réalisé au titre de l'exercice 2000, un chiffre d'affaires de 254 Millions de DH et un bénéfice net de 5,3 Millions de DH.

- **SAFACRED**

SAFACRED, dont le siège est sis 1 place Bandoeng à Casablanca, est une Société Anonyme au capital de 10 Millions de Dirhams souscrit entièrement par le Groupe BNDE.

Cette société a pour objet le financement du crédit à la consommation et intervient dans les différentes composantes de ce créneau.

L'activité de SAFACRED n'a véritablement démarré qu'en 1997.

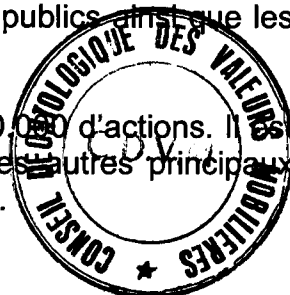
Depuis, la société a connu un développement conséquent de son activité :

- L'encours des crédits passe à 59 Millions de Dirhams au 31 Décembre 2000 ;
- Le total des produits a atteint 8,8 Millions de Dirhams en 2000, contre 6,9 Millions de Dirhams au titre de l'exercice 1999 ;
- Par ailleurs, le bénéfice net a atteint 0,7 Million de Dirhams, soit un résultat comparable à celui réalisé en 1999.

- **CAISSE MAROCAINE DES MARCHES**

La CMM, dont le siège est situé au boulevard Abdelmoumen à Casablanca, est une société spécialisée dans le financement des marchés publics et parapublics ainsi que les marchés privés à caractère d'intérêt général.

Son capital social est de 100 Millions de Dirhams, constitué de 1.000.000 d'actions. Il est détenu à hauteur de 58 % par le groupe BNDE (BNDE/FIPAR). Les autres principaux actionnaires sont BMCE (16,59%), CEPME (9,72%) et CDG (12,44%).



En 2000, la CMM a connu une activité soutenue et ce malgré un contexte difficile marqué par une concurrence très vive.

En effet, les marchés nantis ont enregistré une hausse de 2 % par rapport à fin 1999.

Au niveau des engagements, les crédits autorisés ainsi que les utilisations de crédit ont connu une hausse respective de 16 % et 38 %.

Il y a lieu de signaler l'introduction à partir de Juillet 1998 de l'activité Leasing, dont le montant autorisé s'élève à fin 2000 à 136 Millions de Dirhams.

Au 31.12.2000, le chiffre d'affaires réalisé par la CMM ainsi que le bénéfice net, ont atteint respectivement 54 MDH et 4,5 MDH.

Pour ce qui est des dividendes, la CMM a toujours adopté une politique régulière de distribution de dividendes dont le montant a varié au cours des cinq dernières années entre 5 et 10 Dirhams l'action. En 2000, la société distribué un dividende de 6 DH par action.

• Relations entre BNDE et ses filiales

Les relations entre BNDE et certaines de ses filiales sont de deux aspects, managérial et / ou financier.

Ainsi, pour FIPAR, SAI M'DIQ et SOMADET, la BNDE se charge de leur gestion complète, notamment administrative, comptable et juridique. Les prestations de services font l'objet d'une facturation annuelle correspondant aux montants des salaires des personnes affectées à la gestion.

Concernant les relations financières, la BNDE a accordé des avances et prêts à certaines filiales, dont l'état arrêté au 31 décembre 2000 est donné ci-après :

- FIPAR : avances de 5.533 kDH au taux de 8,5% ;
- SAI M'DIQ : avances de 472 kDH au taux de 8,5% ;
- SOMADET : avances de 10.963 kDH au taux de 8,5%
- SAFACRED : avances de 13.062 kDH au taux de 8,5% et une facilité bancaire de 5.870 kDH ;
- MAROC LEASING : concours totaux de 473.358 kDH, dont des facilités bancaires de 8.316 kDH et des prêts à long et moyen terme de 465.042 kDH sous forme de 12 lignes de crédits dont les taux varient entre 8,75% et 11,25%.
- LIMADET FERRY : concours totaux de 329.478 kDH, dont des facilités bancaires de 184.912 kDH, des prêts à long et moyen terme de 120.000 kDH à 8,75%, des escomptes de 507 kDH et des engagements hors bilan de 24.059 kDH.



10.4 ACTIVITE DE LA BNDE

10.4.1 Présentation générale du secteur bancaire

Cadre réglementaire

L'activité des établissements bancaires a fait l'objet au cours des dernières années d'une politique de libéralisation qui a porté sur la déréglementation des taux d'intérêts, la suppression en 1991 de l'encadrement des crédits et l'élimination progressive de la quasi-totalité des emplois obligatoires à l'exception de la réserve monétaire.

- Les taux d'intérêts ont été progressivement libéralisés entre 1985 et 1992 en ce qui concerne les taux créditeurs. Seul demeure actuellement administré, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur carnets, situé à un minimum de 6 % jusqu'au 1^{er} juillet 1999. Actuellement, ce taux est égal au taux moyen pondéré des bons de Trésor à 52 semaines émis par voie d'adjudication, au cours du semestre précédent, diminué d'un point.

Quant aux taux débiteurs, ils n'ont été totalement libéralisés qu'en février 1996. En effet, ils sont librement négociés entre les banques et leurs clients avec référence à un taux de base bancaire et à un taux d'usure dit taux effectif global et déterminé par Bank Al Maghrib tous les six mois.

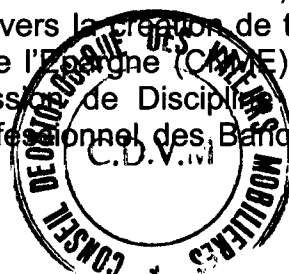
- Parallèlement et à partir de 1991, les emplois obligatoires auxquels devraient procéder les banques, en vue d'assurer des financements préférentiels en faveur du Trésor et des secteurs jugés prioritaires, ont été graduellement allégés. Ils ont même été supprimés en mars 1994 en ce qui concerne les crédits à moyen terme réescomptables, le coefficient d'emploi en crédits aux logements et le coefficient de retenue pour les créances nées sur l'étranger, et en juin 1998, pour ce qui est du portefeuille minimum des bons du Trésor.

Législation bancaire marocaine

La réforme du cadre législatif et réglementaire régissant l'activité des établissements de crédit a été marquée essentiellement par la promulgation, en juillet 1993, d'une nouvelle loi bancaire en remplacement de celle d'avril 1967, devenue inadéquate à la suite des profondes mutations qu'a connues le secteur financier au début des années 90.

Les principaux apports de cette loi sont les suivants :

- Renforcement des pouvoirs de réglementation, de supervision et de sanction dévolus aux autorités de tutelle, et extension de leur contrôle à l'ensemble des établissements de crédit, à leurs filiales et aux personnes morales ayant avec eux des liens de capital qui en font un groupe d'intérêt.
- Institution d'un cadre de concertation plus large entre les autorités monétaires, les établissements de crédit et les opérateurs économiques à travers la création de trois organes consultatifs : le Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne (CNME) ; le Comité des Etablissements de Crédit (CEC) et la Commission de Discipline des Etablissements de Crédit (CDEC). Enfin, le Groupement Professionnel des Banques



du Maroc (GPBM) auquel sont tenues d'adhérer toutes les banques, joue plusieurs rôles : un rôle de surveillance, un rôle d'intermédiation entre ses membres et les pouvoirs publics, un rôle d'encadrement et un rôle consultatif auprès des autorités monétaires.

- Renforcement de la protection de la clientèle (déposants et emprunteurs) des banques, à travers la soumission des établissements de crédit à des règlements de bonne gestion. Ce dispositif réglementaire a été renforcé en 1996, par l'institution d'un fonds de garantie des dépôts ainsi qu'un mécanisme de soutien aux établissements de crédit en difficulté.

Règles de gestion

Les principales règles prudentielles que les banques se doivent de respecter, sont résumées ci-après :

- ❑ **L'obligation de justifier d'un capital minimum entièrement libéré** : depuis juin 1989, ce capital minimum est de 100 millions de dirhams.
- ❑ **Le respect du coefficient de liquidité** : le coefficient minimum est fixé à 60 %.
- ❑ **Le respect du coefficient de solvabilité ou ratio cooke** : le coefficient minimum est fixé à 8 %.
- ❑ **Le respect du coefficient maximum de division de risque** : les banques sont tenues de respecter en permanence un coefficient de 20 % entre d'une part les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire et d'autre part ses fonds propres nets. (conformément à la circulaire n° 3 du 15 Janvier 2001 – Bank Al-Maghrib)
- ❑ **Le respect des règlements de classification et de provisionnement des créances en souffrance** : la couverture des risques se rapportant aux créances figurant à l'actif des établissements bancaires est régie par des circulaires de Bank Al Maghrib qui définissent les critères de classification des créances en souffrance, leur provisionnement et la comptabilisation des agios réservés correspondants.

Les créances en souffrance sont réparties en fonction de leur degré de risque de perte, en trois catégories : créances pré-douteuses, créances douteuses et créances compromises.

- ❑ **Le respect du coefficient relatif à la position de change** : depuis la création du marché des changes en mai 1996, les banques sont tenues d'observer de manière permanente, d'une part un coefficient maximum de 10 % entre la position de change longue ou courte dans chaque devise et les fonds propres nets et, d'autre part, un coefficient maximum de 20 % entre le total des positions longues ou celui des positions courtes et les fonds propres nets. Depuis janvier 1999, les positions de changes en monnaie des pays membres de l'Union Monétaire Européenne ont été adossées en une seule position exprimée en Euro.



10.4.2 Activité 1998 - 2000 :

L'activité cœur de la Banque est axée sur le soutien au développement économique du Maroc en finançant principalement les investissements à caractère productif et d'une manière générale la mise en valeur des potentialités industrielles du pays.

A ce titre, la Banque intervient au moyen d'octroi de crédits à long et moyen terme, de prises de participations, d'assistance à l'identification de projets rentables et de montages financiers à long terme.

Dans l'optique d'une plus grande intégration de ses opérations bancaires, la BNDE s'est attachée depuis 7 ans à renforcer ses moyens d'action lui permettant de confirmer une présence étendue à toutes les gammes de produits offerts aux promoteurs.

C'est ainsi qu'à côté de l'ouverture d'agences, offrant un service complet de Banque commerciale, la BNDE a créé un Département de l'International et s'est dotée d'une structure de salle des Marchés pleinement opérationnelle depuis la libéralisation des opérations de change en 1996. Le contrôle de la BMAO par la BNDE assure par ailleurs un potentiel synergique important dans l'augmentation des parts de marché de la BNDE.

Pour le financement de ces opérations à long terme, la Banque a recours à des ressources qu'elle mobilise sur le marché local, notamment sous forme d'emprunts obligataires, de CDN ou sur le marché financier international ainsi qu'auprès d'organismes de financement internationaux et régionaux.

Le tableau ci-après donne un aperçu sur les différents engagements de la Banque au cours des trois dernières années :

	(en millions de DH)		
	1998	1999	2000
Opérations de prêts nettes	7 232	7 646	8 005
.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 201	1 290	1 296
.Créances sur la clientèle	6 031	6 356	6 709
Participations nettes de provisions	898	1 426	1 276
Opérations de dépôts	1 269	721	1 237
- à vue	715	531	510
- à terme	554	190	727
Opérations de caution	539	541	515
Opérations de trésorerie	34	42	35
Opérations de change (volume)	4 977	4 745	6 755
Nombre d'agences	6	7	11

En ce qui concerne la répartition des dépôts collectés par région géographique à fin décembre 2000, elle se présente comme suit :

En 1.000 DH	Rabat	Casablanca	Tanger	Agadir	Mohamed El Medja
Dépôts à vue	238 006	46 911	183 650	40 854	687
Dépôts à terme	323 731	377 913	21 777	3 855	



10.4.3 Positionnement de la BNDE

La capacité de la BNDE à maintenir sa part de marché dans les crédits à l'investissement autour de 10,44 % est particulièrement significative ainsi que l'indique l'évolution de cette part au cours des trois dernières années, en dépit d'un contexte très concurrentiel.

Part de la BNDE dans les crédits à l'investissement

	Fin 1998	Fin 1999	FIN 2000
Encours du système bancaire (en MDH) *	53.010	53.892	57.513
Encours de la BNDE (%)	10,65%	11,03%	10,44%

(source : estimation BNDE sur la base des statistiques de Bank Al-Maghrib)

(*) encours long et moyen terme de l'ensemble des banques dans les secteurs d'intervention de la BNDE

10.5 Moyens humains

L'effectif de la BNDE, qui était de 304 personnes en 1998 et 307 personnes en 1999, est passé à 350 personnes en 2000 à la suite de l'extension du réseau d'agences et des recrutements effectués pour les agences à ouvrir en 2001.

Répartition des effectifs :

	1998	1999	2000	%
CADRES SUPERIEURS	80	87	87	25
CADRES	44	57	62	18
CADRES MOYENS	73	60	103	29
EMPLOYES	107	103	98	28
TOTAL	304	307	350	100

Les cadres par qualification se répartissent de la manière suivante :

	1998	1999	2000	%
SCIENTIFIQUES	19	23	24	16 %
ECONOMIQUES	55	65	67	45%
FINANCIERS	19	20	21	14 %
AUTRES	31	36	37	25%
TOTAL	124	144	149	100%

Le personnel dont l'âge moyen se situe autour de 40 ans et dont l'ancienneté moyenne est de 13 ans, jouit d'une bonne expérience dans les différents métiers bancaires et bénéficie par ailleurs d'une formation permanente le mettant constamment en phase avec l'évolution de la technologie dans le secteur.

10.6 Moyens techniques :

Dans le cadre de l'ouverture du secteur bancaire marocain, la BNDE est engagée depuis plusieurs années dans une profonde mutation. Dès 1995, la Banque a lancé la conception d'un Schéma Directeur Informatique visant à répondre dans une philosophie de recours aux nouvelles technologies à ses ambitions.



La BNDE dispose d'un système d'information dont la finalité consiste à répondre aux besoins de la Banque sur l'ensemble de ses activités actuelles et lui permettre de faire face à l'évolution de ses métiers et de son environnement.

Cette finalité stratégique se décline en cinq objectifs majeurs :

- Améliorer la qualité du service offert aux clients et anticiper leurs besoins ;
- Optimiser la productivité et l'efficacité des Back-Office ;
- Mettre en place un système de Pilotage et d'aide à la décision adapté aux nouvelles activités de la Banque ;
- Intégrer rapidement les besoins nés des nouveaux métiers ;
- Renforcer la sécurité de l'ensemble des traitements et des processus de la Banque.

Principes fondateurs :

- Une indépendance du système d'information par rapport à l'organisation de la Banque et ses évolutions ;
- Une accessibilité et une circulation de l'information ;
- Le maintien d'une qualité de service élevée, indépendamment des variations de volumes d'opérations et des évolutions techniques.

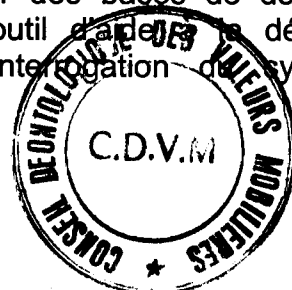
Principes en matière de technologie :

- Une approche pragmatique en termes de développement informatique s'appuyant sur des réalisations internes et en recourant à des solutions externes ;
- La recherche d'indépendance vis à vis des fournisseurs par le recours à des choix de solutions ouvertes.

Principes en terme d'architecture :

- Une répartition des données et des traitements entre site central, agence et poste utilisateur dans le cadre d'une orientation vers un modèle Client/ Serveur ;
- Un renforcement de la sécurité du dispositif mis en place dans un contexte technologique complexe ;
- Une capacité d'intégration de nouveaux systèmes et de nouvelles applications sans remise en cause des investissements antérieurs.

La Banque s'appuie sur une configuration technique activant un serveur Bureau, deux serveurs d'application, un serveur de données et un serveur de développement et sert plus de 250 PC sur plusieurs sites (Siège et Agences). L'ensemble du système fonctionne dans un environnement d'exploitation WINDOWS NT. Le Département Informatique réalise de nouvelles applications avec un outil de développement de dernière génération en langage Objet (NATSTAR) en s'appuyant sur des bases de données INFORMIX. Dorénavant, les utilisateurs disposeront d'un outil d'aide à la décision BUSINESS OBJECT qui leur offrira une autonomie d'interrogation du système d'information.



Toutes les fonctions de gestion (paie, comptabilité, système d'évaluation et de gestion des prêts....) sont gérées par des progiciels confectionnés par les ingénieurs de la BNDE.

10.7 Politique d'investissement :

Dans le cadre du plan d'action stratégique adopté par le conseil d'administration du 20 Mai 1998, la Banque a entamé au cours de 1999 l'acquisition, l'aménagement et l'équipement de 26 agences nouvelles réparties sur le territoire national en considération des opportunités offertes pour le développement de l'activité banque commerciale.

Les investissements globaux réalisés en 1999 et 2000 se chiffrent à 41 MDH et 191 MDH respectivement.

Parallèlement à l'extension de son réseau, la BNDE procède à la modernisation de son système d'information par l'acquisition notamment d'un progiciel bancaire intégré visant aussi bien à renforcer le système d'aide à la décision et à l'ouverture sur les nouvelles technologies, que l'harmonisation des moyens de traitement BNDE-BMAO dans la perspective de la fusion des deux banques.

L'enveloppe globale des investissements budgétisés pour l'exercice 2001 s'élève à 104 MDH.



11 . SITUATION FINANCIERE ET PERFORMANCES 1998 - 2000

Les états de synthèse de la BNDE relatifs aux exercices 1998 et 1999 ont fait l'objet de retraitements conformément au PCEC.

11.1 LES RESSOURCES

• Fonds Propres

Les fonds propres ont constamment augmenté entre 1998 et 2000. Ainsi, ils sont passés de 1.075.786 kDH au 31 décembre 1998, à 1.184.097 kDH au 31 décembre 1999, marquant une progression annuelle de près de 108 MDH en valeur soit 10,1%. Cette progression est essentiellement due au résultat net constaté au 31 décembre 1999 de 180 millions de dirhams diminué du montant des dividendes à distribuer, soit 72 millions de dirhams.

A fin 2000, le montant des fonds propres est passé à 1.250.925 kDH, soit une augmentation annuelle au taux de 5,6 %, correspondant au résultat net de l'exercice de 66.829 kDH.

La part des fonds propres dans le total passif pour les trois derniers exercices a été comme suit :

- 1998 (*) 11,76 %
- 1999 (*) 12,33 %
- 2000 (*) 12.46 %

(*) déterminés sur la base des données comptables retraitées conformément au PCEC

• Dépôts et dettes

Le tableau suivant donne les ressources mobilisées par la banque sous forme d'emprunts et dépôts :

En MDH	1998	1999	2000
- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 988	2 239	2 646
- Dépôts de la clientèle	1 270	721	1 237
- Titres de créances émis	3 288	4 846	4 305

L'encours des dettes envers les établissements de crédit et assimilés est passé de 2.239 MDH en 1999 à 2.646 MDH en 2000, soit un taux de progression de 18,2%. Cet encours inclut les dettes envers les banques étrangères de 1.177 MDH à fin 2000, dont la part libellée en devises de 1.068 MDH.

Les dépôts de la clientèle sont passés de 721 MDH en 1999 à 1.237 MDH en 2000, soit une progression de 71,6% due à la forte augmentation des dépôts à terme. Ces derniers ont atteint 727 MDH en 2000 contre 190 MDH en 1999.



Les titres de créances émis concernent les emprunts obligataires, les certificats de dépôt et les bons de caisse. Leur montant global est passé de 4.846 MDH en 1999 à 4.305 MDH en 2000, soit une baisse de 11,2%.

L'encours des emprunts obligataires émis sur le marché local est passé de 2.851 MDH à la date du 31 Décembre 1999 à 2.257 MDH (cf. annexe la répartition de cet encours par maturité) au 31 Décembre 2000, enregistrant une baisse de 20,8 % due aux remboursements ; notons que la BNDE n'avait pas lancé de nouveaux emprunts obligataires en 2000.

L'encours des certificats de dépôts a augmenté de 16,8% en passant de 1.625 MDH à fin 1999, à 1.898 MDH à fin 2000. Quant aux bons de caisse, leur montant est passé de 370 MDH à 150 MDH pendant la même période.

De ce qui précède, la part des dettes et des dépôts rapportés au total passif ressort comme suit durant la période 1998 – 2000 :

	1998	1999	2000
- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	32,7%	23,3%	26,3%
- Dépôts de la clientèle	13,9%	7,5%	12,3%
- Titres de créances émis	35,9%	50,5%	42,9%
(Dettes et dépôts)/Total passif	82,5 %	81,3 %	81,5 %

11.2 LES EMPLOIS :

• Prêts à la clientèle :

Le nombre total des clients bénéficiant du concours de la BNDE s'élève au 31 décembre 2000 à 5.690 dont 3.364 de personnes physiques et 2.326 de personnes morales.

Atteignant un montant de 9.365 millions de Dirhams au 31 Décembre 2000, contre 8.858 millions de Dirhams au 31 décembre 1999, les créances brutes ont enregistré une progression annuelle de 5,7%.

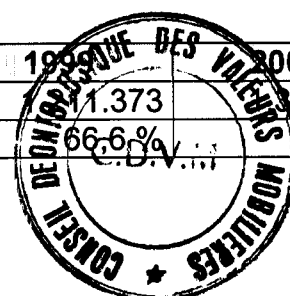
Les créances en souffrance analysées sur la base des critères de classification de BANK AL-MAGHRIB se sont élevées à DH 1.935 millions de DH au 31.12.2000, contre 1.820 millions de DH à la même date de l'exercice précédent.

(en milliers de DH)

ANNEE	1998	1999	2000
TOTAL DES CREANCES BRUTES	7.914.704	8.857.729	9.365.294
TOTAL DES CREANCES EN SOUFFRANCE	1.135.369	1.820.211	1.934.974
PART DES CREANCES DANS L'ENCOURS BRUT (%)	14,3%	20,5%	20,7%

Ainsi, le niveau de ces provisions est passé de 682 MDH au 31.12.1998 à 1.211 MDH au 31.12.1999 à enfin à 1.360 MDH au 31.12.2000.

	1998	1999	2000
PROVISIONS (KDH)	681.932	1.373	1.360.081
TAUX DE COUVERTURE	60,1 %	66,6 %	70,3 %



Pour sa part le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions pour risque de prêt est passé de 60,1% à 66,6 % puis enfin à 70,3 % sur la période 1998-2000.

Parallèlement au provisionnement des créances douteuses, la Banque adopte le principe des agios réservés comme mesure de prudence en matière de comptabilisation des produits d'exploitation, de sorte que seuls les intérêts recouvrables figurent effectivement dans le compte d'exploitation générale.

• Portefeuille de participations :

La BNDE a sur plusieurs années constitué un important portefeuille de participations visant à répondre aux objectifs suivants :

- ✓ s'impliquer au maximum dans le financement des investissements à intérêt économique ;
- ✓ s'assurer des positions stratégiques dans des secteurs clés de l'économie marocaine en siégeant au Conseil d'Administration de grandes entreprises industrielles ;
- ✓ s'affirmer comme un groupe financier diversifié par le biais de ses participations notamment dans le secteur financier et industriel.

Le tableau suivant donne l'évolution de la valeur brute comptable du portefeuille participations au cours des trois dernières années :

	(EN DH)		
	1998	1999	2000
TITRES COTES EN BOURSE	149 997 677	677.522.768	604.351.831
TITRES NON COTES EN BOURSE	747 510 722	748.989.052	730.672.433

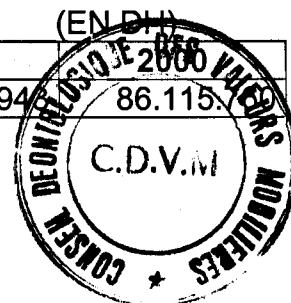
Il est à noter qu'au 31 Décembre 2000, les sociétés dans lesquelles la BNDE détient un nombre de titres égal ou supérieur à 50 % du capital représentent 47 % du total de la valeur comptable de son portefeuille « Participations ».

Par ailleurs, la valorisation boursière des participations cotées en bourse, déterminée par la BNDE, se situe à 1.350 millions de dirhams au 31 Décembre 2000.

• Bons du Trésor

Le portefeuille des titres détenus par la BNDE sur le Trésor a évolué comme suit :

	1998	1999	2000
BONS DE TRESOR	572 372 000	87.615.943	86.115.943



11.3 L'EQUILIBRE FINANCIER

Ratio de solvabilité

Déterminé conformément à la décision réglementaire n° 4 du 15 janvier 2001 de BANK AL-MAGHRIB, le ratio de solvabilité de la BNDE s'établit à 10,67 % au 31 décembre 2000.

Situation de trésorerie

La situation de trésorerie de la Banque se caractérise par un équilibre permanent.

Il est à souligner en effet que le fondement de la politique de la BNDE en matière de mobilisation de ressources financières a toujours été de maintenir un coefficient d'endettement en rapport avec le niveau de ses fonds propres et de rechercher pour chaque projet ou groupe de projets d'investissement les ressources financières les plus appropriées.

Les ratios d'endettement par rapport aux fonds propres ont évolué comme suit durant les trois derniers exercices :

	1998	1999	2000
- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2,78	1,89	2,12
- Dépôts	1,18	0,61	0,99
- Titres de créances émis	3,06	4,09	3,44
Total	7,02	6,59	6,55

La politique de mobilisation des ressources de la banque s'articule autour de quatre instruments de refinancement clefs à savoir : la mobilisation de CDN, l'émission d'emprunts obligataires, la collecte de dépôts et la mise en place de lignes de crédits extérieures.

11.4 PRODUITS, CHARGES ET RENTABILITE

Les produits

Le montant total des produits d'exploitation bancaire s'est élevé à 955,7 millions de DH pour l'année 2000, contre 971,5 millions de DH réalisés dans la période analogue de 1999, soit une légère baisse de 1,67 %.

Ainsi qu'il ressort du compte de produits et de charges, les intérêts et produits assimilés sur les opérations avec la clientèle représentant 89 % du montant total des produits.

Les charges

Les charges d'exploitation bancaire comprenant principalement les frais financiers, sont élevées à 629 millions de Dirhams au 31 Décembre 2000, contre 627 millions de Dirhams pour l'exercice précédant, soit une hausse de 0,32 %. La légère augmentation des charges par rapport à leur niveau de l'exercice précédent traduit la tendance à la baisse du coût des ressources de la Banque.



Produits nets bancaires

Après une hausse de 28,12 %, en 1999 par rapport à 1998, le produit net bancaire a connu un recul de 5,2 % en 2000, suite à la baisse relative enregistrée par le chiffre d'affaires global.

Résultat net

Le résultat net après déduction de l'impôt sur les sociétés s'élève à 66,8 millions de DH au 31.12.2000, contre 180 millions de DH pour l'exercice précédent.

Il est à souligner que le résultat ainsi dégagé pour l'année 2000 tient compte d'un effort exceptionnel de provisionnement du risque de prêt, puisque la dotation s'est élevée pour cette année à 368 millions de DH pour une reprise de provisions et récupération sur créances en souffrance de 219 millions de DH.

Cet effort de provisionnement couvert principalement par la marge d'exploitation récurrente a permis à la banque d'assurer la conformité aux règles prudentielles en vigueur.



12. Perspectives d'avenir :

12.1 - Objectifs 2001

Les objectifs de la Banque portent sur la réalisation en 2001 d'un montant d'agréments de DH 3,7 Milliards (contre 3,1 Milliards de DH en 2000) et la consolidation des résultats d'exploitation dégagés sur les différentes opérations engagées. A moyen terme, la stratégie de la Banque consiste à poursuivre les actions portant sur le renforcement du financement des investissements par l'octroi de crédits à terme et les crédits d'accompagnement à travers un réseau d'agences plus étendu.

La BNDE entend par ailleurs œuvrer pour le renforcement de sa structure en tant que groupe bancaire et financier, de par sa présence dans les diverses activités de financement à même de lui assurer la synergie dans ses différents domaines d'intervention et une croissance annuelle de l'ordre de 10 %.

S'agissant du développement du portefeuille des participations, la banque compte réaliser d'ici l'an 2002, un courant d'investissements importants visant à maintenir sa présence dans divers secteurs d'activité.

Au niveau des crédits d'accompagnement à court terme, la tendance haussière sera maintenue et même renforcée compte tenu du programme d'ouverture de nouvelles agences relancé depuis 1999. Corrélativement, les dépôts collectés par la banque sont appelés à évoluer dans le même sens.

Ainsi, malgré la situation concurrentielle très vive qui caractérise le système bancaire, les prévisions d'exploitation établies pour 2001, permettent à la BNDE d'envisager des bénéfices avant impôts de l'ordre de 163 millions de DH.

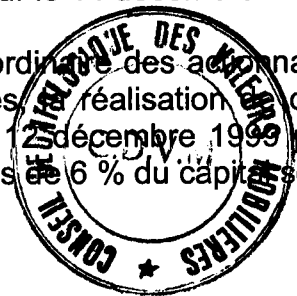
12.2 - Fusion BNDE-BMAO

Avec la fusion de la BNDE et de la BMAO, programmée pour être réalisée dans un proche avenir, le réseau du groupe sera constitué d'une soixantaine d'agences au début 2002.

Aussi pour assurer l'amélioration de la rentabilité du groupe, son repositionnement sur le marché financier national et le renforcement de ses structures d'accueil, un processus de rapprochement des deux banques a été mis en place avec comme objectif à terme la fusion des deux institutions en une seule entité.

Les conditions et modalités de cette opération de fusion avaient été examinées et approuvées par les Conseils d'Administration respectifs de la BNDE et de la BMAO le 21 octobre 1999 qui avaient décidé de les proposer aux Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires des deux banques prévues pour le 14 décembre 1999.

Si, en ce qui concerne la BNDE, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a donné son accord sur l'opération de fusion des deux banques, la réalisation de celle-ci s'est vue freinée par suite d'une action en justice intentée le 1^{er} décembre 1999 par un groupe d'actionnaires minoritaires de la BMAO possédant moins de 6 % du capital social.



En effet, suite à cette action, le Président du Tribunal de commerce de Casablanca statuant en référé, a ordonné le 14 décembre 1999 l'ajournement de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la BMAO, qui devait se tenir le même jour, le motif énoncé étant le conflit potentiel entre la mission de contrôle des commissaires aux comptes avec celle d'évaluation des deux banques pour l'établissement du rapport d'échange entre leurs titres.

La cour d'appel a, confirmé l'ordonnance de référé dans toutes ses dispositions au motif que le litige porte non sur l'expertise de gestion prévue à l'article 157 de la loi sur les sociétés anonymes, mais sur un report de l'A.G.E. devant statuer sur la fusion suite à la contestation par les minoritaires des rapports prévus aux articles 232 et 233 de la même loi.



FACTEURS DE RISQUE

• Risque de change

Dans le cadre de ses efforts de promotion économique et sociale, l'Etat a mis en place des mécanismes de soutien aux intermédiaires financiers leur permettant la couverture des pertes de change enregistrées au titre des emprunts extérieurs.

C'est ainsi que la BNDE, en tant qu'organisme ayant pour mission le financement des investissements productifs, a obtenu la garantie de l'Etat contre le risque de change sur ses emprunts contractés en devises.

Pour les contrats signés jusqu'en 1989, les conditions de couverture du risque de change étaient précisées par des lettres du Ministère des Finances. Avec les décisions intervenues au début des années 1990 relatives à la libération partielle des taux d'intérêts débiteurs, la Direction du Trésor a instauré un nouveau système de couverture du risque de change applicable aux emprunts contractés depuis le 1^{er} Juin 1991.

Il est à noter que depuis Juin 1996, de nouvelles mesures ont été introduites impliquant le concours de la Banque à hauteur de 15 % des pertes de change constatées.

• Risques liés à la concurrence

En tant qu'organisme bancaire, la Banque Nationale pour le développement Economique engage des opérations financières bordées par diverses garanties réelles et personnelles et couvertes le cas échéant par des provisions spécifiques, constituées en application des dispositions de la circulaire de BANK AL-MAGHRIB du 6 décembre 1995.

La libéralisation du secteur bancaire induit une concurrence plus ou moins ouverte entre les banques pour assurer leurs parts de marché.

Dans ce contexte, le plan stratégique de la BNDE met l'accent sur la consolidation de ses acquis dans ses métiers de base (financement des investissements par des Crédits à Long et Moyen Terme), tout en continuant à se diversifier dans le métier de banque avec comme objectif constant de réaliser progressivement des gains de parts de marché.

• Risque de taux

Pour faire face au risque de taux inhérent à la profession bancaire, la BNDE mène une politique qui consiste à introduire autant que possible la variabilité au niveau des taux créditeurs de façon à en adosser l'évolution à celle des taux débiteurs et partant de préserver sa marge d'intermédiation.

• Risque de prêt

Les mesures prudentielles de BAM prévoient l'obtention et l'analyse des états financiers pour l'appréciation du risque. A cet égard, il convient de signaler qu'un certain nombre d'affaires PME/PMI ne transmettent pas leurs situations financières dans les délais requis. Néanmoins, il s'agit pour la plupart d'affaires jouissant d'une bonne signature et qui régulent ponctuellement leurs engagements avec la Banque.



14. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES :

Il n'existe pas de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses susceptibles d'affecter de façon significative les résultats, la situation financière et l'activité de la BNDE



15. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISES :

15.1 Principes et méthodes comptables utilisés

La BNDE applique les méthodes d'évaluation prévues par le plan comptable des établissements de crédit (PCEC) entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du P.C.E.C.

15.2 Etat des dérogations

- Etat des dérogations aux principes comptables fondamentaux : néant
- Etat des dérogations aux méthodes d'évaluation :

il est à signaler que :

- l'évaluation des garanties hypothécaires concernant les anciens engagements n'est pas réalisée par des experts indépendants, mais par les propres Services Techniques de la Banque qui sont dotés de toutes les compétences requises pour ce type d'évaluation.
- dans la perspective de la fusion BNDE/BMAO, la BNDE avait déjà constitué des réserves facultatives totalisant un montant de près de 337 millions de Dirhams et ce en vue de couvrir le mali de fusion.
- Etat des dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse :

Dans l'attente de la mise en place par la Banque de la nomenclature des comptes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000, les comptes tenus encore selon l'ancien plan comptable bancaire ont été retraités par le biais d'une matrice de passage afin de présenter les états de synthèse sous la forme requise par le PCEC. De même, quelques états de l'ETIC n'ont pas encore été produits sans effet significatif sur la pertinence de l'information donnée.



16 Etats de synthèse et financiers

1 – ETATS FINANCIERS DE LA BNDE ARRETES AU 31 Décembre 2000, 1999 et 1998

- ☐ Bilan et hors bilan
- ☐ Comptes de produits et charges
- ☐ Etat de soldes de gestion
- ☐ Etat de répartition des résultats

2 – AUTRES ETATS D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES DE LA BNDE AU 31.12.2000

- ☐ Tableau des flux de trésorerie
- ☐ Créances sur la clientèle
- ☐ Immobilisations corporelles et incorporelles
- ☐ Plus ou moins values sur cession ou retrait d'immobilisations
- ☐ Valeurs des sûretés données ou reçues en garantie
- ☐ Concentration des risques sur un même client
- ☐ Provisions

3 – AUTRES ETATS FINANCIERS DE LA BNDE ARRETES AU 31 DECEMBRE 2000

- ☐ Répartition du capital social
- ☐ Titres de participation
- ☐ Emprunts obligataires
- ☐ Certificats de dépôts négociables

4 – DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

5 – ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2000 DES PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS DE LA BNDE.



BNDE :

BILAN AUX 31 DECEMBRE 1998, 1999 et 2000

	En DH		
ACTIF	2000	1999	1998
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor Public, Service des chèques postaux	35 060 454,19	41 977 090,59	33 946 283,66
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 295 859 528,30	1 290 583 220,10	1 201 326 913,20
. A vue	272 081 167,26	205 733 710,86	163 428 816,52
. A terme	1 023 778 361,04	1 084 849 509,24	1 037 898 096,68
Créances sur la clientèle	6 709 352 701,79	6 355 772 744,14	6 031 444 013,96
. Crédits de trésorerie et à la consommation	2 181 413 581,79	1 864 967 582,02	1 745 560 453,83
. Crédits à l'équipement	3 678 716 507,43	3 777 049 686,78	3 800 818 000,26
. Crédits immobiliers	31 279 875,49	34 028 624,47	31 429 436,59
. Autres crédits	817 942 737,08	679 726 850,87	453 636 123,28
Créances acquises par affacturage			
Titres de transaction et de placement	116 115 768,34	87 615 942,61	572 372 000,00
. Bons du trésor et valeurs assimilées	86 115 768,34	87 615 942,61	572 372 000,00
. Autres titres de créance	30 000 000,00	-	-
Autres actifs	257 417 942,32	250 140 059,51	262 435 533,05
Titres d'investissements			
. Bons du trésor et valeurs assimilées			
. Autres titres de créance			
Titres de participation et emplois assimilés	1 276 077 036,45	1 360 063 590,85	859 638 699,02
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location			
Immobilisations incorporelles	4 783 000,00	4 783 000,00	4 783 000,00
Immobilisations corporelles	348 703 649,61	209 723 054,64	180 757 762,73
Total de l'actif	10 043 370 081,00	9 600 658 702,44	9 146 704 205,62

N.B. Les états relatifs aux exercices 1998 et 1999 ont fait l'objet de retraitement sur la base du PCEC de façon à permettre la comparaison avec l'exercice 2000

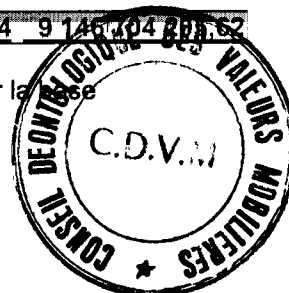


BNDE :

BILAN AUX 31 DECEMBRE 1998, 1999 et 2000

	En DH		
PASSIF	2000	1999	1998
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	294 513 631,14	213 053 963,57	84 246 524,97
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 646 245 005,97	2 239 143 552,07	2 987 521 666,44
. A vue	46 312 506,40	28 924 293,75	2 559 246,87
. A terme	2 599 932 499,57	2 210 219 258,32	2 984 962 419,57
Dépôts de la clientèle	1 237 317 748,66	721 213 000,45	1 269 594 995,83
. Comptes à vue créditeurs	357 139 272,58	402 123 084,51	633 931 714,45
. Comptes d'épargne	6 998 750,31	6 522 799,39	4 215 252,88
. Dépôts à terme	727 258 443,79	190 073 374,00	554 012 720,00
. Autres comptes créditeurs	145 921 281,98	122 493 742,55	77 435 308,50
Titres de créance émis	4 305 256 773,89	4 845 548 961,44	3 287 630 702,50
. Titres de créance négociables	1 898 475 201,89	1 624 614 000,00	607 750 000,00
. Emprunts obligataires	2 256 781 572,00	2 850 934 961,44	2 219 880 702,50
. Autres titres de créance émis	150 000 000,00	370 000 000,00	460 000 000,00
Autres passifs	254 955 571,56	299 395 100,96	361 739 934,64
Provisions pour risques et charges	43 656 184,34	15 707 763,51	8 183 627,57
Provisions réglementées	10 500 000,00	10 500 000,00	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie Dettes subordonnées			
Écart de réévaluation			
Réserves et primes liées au capital	427 566 883,81	318 551 403,47	209 386 934,83
Capital	600 000 000,00	600 000 000,00	600 000 000,00
Actionnaires, capital non versé			
Report à nouveau	156 529 476,63	157 235 350,20	155 110 446,01
Résultats nets en instance d'affectation			
Résultat net de l'exercice	66 828 805,00	180 309 606,77	183 289 372,83
Total du passif	10 043 370 081,00	9 600 658 702,44	9 146 104 895,62

N.B. Les états relatifs aux exercices 1998 et 1999 ont fait l'objet de retraitement sur la base
du PCEC de façon à permettre la comparaison avec l'exercice 2000



BNDE :

ENGAGEMENTS HORS BILAN

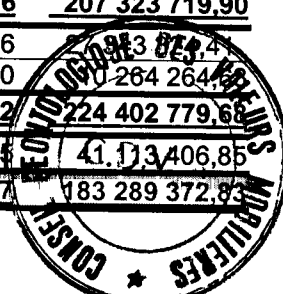
En DH

HORS BILAN	2000	1999	1998
ENGAGEMENTS DONNES	514 970 955,42	541 033 885,37	538 806 804,53
Engagements de financement donnés en faveur d'Etabl.Crédit & assimilés			
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	210 655 365,96	253 430 631,18	343 984 294,33
Engagements de garantie d'ordre d'Etabl.Cédit & assimilés			
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	304 315 589,46	287 603 254,19	194 822 510,20
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
ENGAGEMENTS RECUS	156 538 637,16	123 337 014,56	183 612 381,20
Engagements de financement reçus d'Etabl.Crédit & assimilés			
Engagements de garantie reçus d'Etabl.Crédit & assimilés	156 538 637,16	123 337 014,56	183 612 381,20
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers			
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			



COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES POUR LES EXERCICES 1998, 1999 ET 2000

		En DH		
LIBELLE		2000	1999	1998
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		955 673 688,93	971 537 775,43	890 064 317,94
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC		17 772 218,19	11 306 823,26	2 919 247,89
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		850 899 238,59	872 930 148,53	764 738 302,33
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		5 690 602,16	15 132 586,64	40 122 242,16
Produits sur titres de propriété		58 875 456,42	42 104 639,00	40 667 410,37
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location				
Commissions sur prestations de service		18 002 258,72	27 321 001,28	37 063 447,58
Autres produits bancaires		4 433 914,85	2 742 576,72	4 553 667,61
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		629 424 707,51	627 344 270,72	621 422 695,47
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les EC		217 004 769,90	359 279 237,61	343 682 263,80
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		27 268 029,99	20 378 125,31	24 760 873,95
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis		383 557 366,76	245 065 989,82	250 272 430,80
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location				
Autres charges bancaires		1 594 540,86	2 620 917,98	2 707 126,92
PRODUIT NET BANCAIRE		326 248 981,42	344 193 504,71	268 641 622,47
Produits d'exploitation non bancaire		51 584 023,70	577 113 414,03	132 406 678,60
Charges d'exploitation non bancaire		5 940 000,00		-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		128 774 381,91	125 156 509,33	108 095 871,42
Charges de personnel		77 020 547,48	76 755 200,73	69 009 170,42
Impôts et taxes		3 581 163,45	2 450 555,85	1 275 973,70
Charges externes		32 409 416,30	32 955 201,50	26 992 287,41
Autres charges générales d'exploitation				
DAP des immo incorporelles et corporelles		15 763 254,68	12 995 551,25	10 818 439,89
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES		411 510 899,83	573 708 253,72	86 678 709,75
Dot. aux prov. pour créances et engts par signature en souffrance		370 754 715,49	529 432 921,94	67 995 082,18
Pertes sur créances irrécouvrables				
Autres dotations aux provisions		40 756 184,34	44 275 331,78	18 683 627,57
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		242 354 231,47	8 183 627,57	1 050 000,00
RAP pour créances et engags par signature en souffrance		219 146 467,96	-	-
Récupération sur créances amorties		-	-	-
Autres reprises de provisions		23 207 763,51	8 183 627,57	1 050 000,00
RESULTAT COURANT		73 961 954,85	230 625 783,26	207 323 719,90
Produits non courants		32 916,72	43 998,76	1 264 264,48
Charges non courantes		2 647 334,69	27 356 273,00	1 264 264,48
RESULTAT AVANT IMPOTS		71 347 536,88	203 313 509,02	224 402 779,68
Impôts sur les résultats		4 518 731,88	23 003 902,25	41 113 406,85
RESULTAT NET		66 828 805,00	180 309 606,77	183 289 372,83

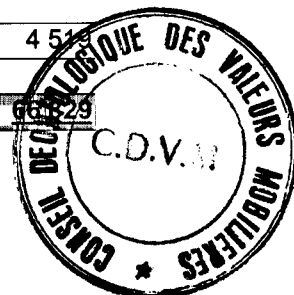


BNDE :

ETAT DES SOLDES DE GESTION

En 1.000 DH

Libellé	31/12/98	31/12/99	31/12/00
+ Intérêts et produits assimilés	807 779	899 370	874 362
- intérêts et charges assimilées	618 715	624 723	627 830
MARGE D'INTERET	<u>189 064</u>	<u>274 646</u>	<u>246 532</u>
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location			
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location			
Résultat des opérations de crédit-bail et de location			
+ Commissions perçues	41 617	30 064	22 436
- Commissions servies	2 707	2 602	1 307
Marge sur commissions	<u>38 910</u>	<u>27 462</u>	<u>21 129</u>
+/- Résultat des opérations sur titres de transaction			
+/- Résultat des opérations sur titres de placement			
+/- Résultat des opérations de change			
+/- Résultat des opérations sur produits dérivés			
Résultat des opérations de marché			
+ Divers autres produits bancaires	40 667	42 105	58 875
- Diverses autres charges bancaires	0	19	287
PRODUIT NET BANCAIRE	<u>268 641</u>	<u>344 194</u>	<u>326 249</u>
+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières	132 407	576 996	42 694
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	0	117	2 950
- Autres charges d'exploitation non bancaire			
- Charges générales d'exploitation	108 096	125 157	128 774
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	<u>292 952</u>	<u>796 150</u>	<u>243 119</u>
+/- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	67 995	529 433	151 608
+/- Autres dotations nettes des reprises aux provisions	17 634	36 092	17 548
RESULTAT COURANT	<u>207 323</u>	<u>230 626</u>	<u>73 962</u>
RESULTAT NON COURANT	<u>17 079</u>	<u>-27 312</u>	<u>-2 614</u>
- Impôts sur les résultats	41 113	23 004	4 511
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	<u>183 289</u>	<u>180 310</u>	<u>66 829</u>



BNDE :

ETAT DE REPARTITION DES RESULTATS

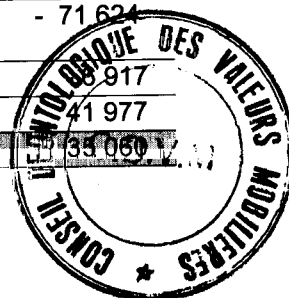
RUBRIQUES	En DH		
	2000	1 999	1 998
BENEFICE BRUT	71 347 536,88	203 313 509,02	234 902 779,68
PROVISION POUR INVESTISSEMENT	-	-	10 500 000,00
PROVISION POUR I.S.	4 518 731,88	23 003 902,25	41 113 406,85
BENEFICE NET	66 828 805,00	180 309 606,77	183 289 372,83
RESERVE LEGALE (5% DU BENEFICE NET)	3 341 440,25	9 015 480,34	9 164 468,64
REPORT A NOUVEAU AU 01.01	156 529 476,63	157 235 350,20	155 110 446,01
RESERVE FACULTATIVE	-	100 000 000,00	100 000 000,00
DIVIDENDES (5%)	-	30 000 000,00	30 000 000,00
SUPER DIVIDENDE (7%)	-	42 000 000,00	42 000 000,00
REPORT A NOUVEAU AU 31.12	220 016 841,38	156 529 476,63	157 235 350,20



BNDE :

FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

(En milliers de DHS)	
Produits d'exploitation bancaire perçus	705 105
Récupérations sur créances amorties	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	51 584
Charges d'exploitation bancaire versées	- 554 544
Charges d'exploitation non bancaire versées	- 5 970
Charges générales d'exploitation versées	- 124 838
Impôts sur les résultats versés	- 4 519
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	66 818
<u>Variation de :</u>	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 277
Créances sur la clientèle	353 580
Titres de transaction et de placement	28 500
Autres actifs	7 278
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 488 561
Dépôts de la clientèle	- 516 105
Titres de créance émis	540 289
Autres passifs	44 439
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	- 25 303
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	41 515
Produit des cessions d'immobilisations financières	234 540
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	24 375
Acquisition d'immobilisations financières	- 101 121
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 191 130
Intérêts perçus	
Dividendes perçus	56 528
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	23 192
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-
Emission de dettes subordonnées	-
Emission d'actions	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-
Intérêts versés	-
Dividendes versés	- 71 624
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 71 624
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	8 917
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	41 977
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	35 060



BNDE

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			en milliers de DH	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/2000	Total 31/12/1999
CREDITS DE TRESORERIE	18	80 697	1 847 923	217 891	2 146 529	1 827 955
- Comptes à vue débiteurs	18	80 697	1 038 803	202 331	1 321 849	979 693
- Créances commerciales sur le Maroc			334 869	2 200	337 070	347 609
- Crédits à l'exportation			86 898	4 029	90 927	94 529
- Autres crédits de trésorerie			387 353	9 330	396 683	406 124
CREDITS A LA CONSOMMATION				34 885	34 885	37 012
CREDITS A L'EQUIPEMENT			3 224 656	335 695	3 560 350	3 715 622
CREDITS IMMOBILIERS				31 280	31 280	34 029
AUTRES CREDITS			175 720		175 720	884
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR			118 367		118 367	61 428
CREANCES EN SOUFFRANCE			631 482	10 668	642 222	678 843
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
Créances compromises		72	631 482	10 668	642 222	678 843
TOTAL	18	80 770	5 998 147	630 418	6 709 353	6 355 773



BNDE.:

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En 1.000 DH

Immobilitisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo.	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 783	0		4 783	0	0	0	4 783
- Droit au bail	4 783			4 783				4 783
- Immobilisations en recherche et développement								
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation								
- Immobilisations incorporelles hors exploitation								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	282 934	183 103	24 375	441 661	82 049	13 422	2 513	348 704
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	155 947	116 257	21 862	250 342	17 234	5 771	23 005	227 337
. Terrain d'exploitation	50 521	67 000	21 862	95 660				95 660
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	105 425	49 257		154 682	17 234	5 771	23 005	131 678
. Immeubles d'exploitation,								
Logements de fonction								
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	72 243	2 519	2 513	72 249	43 547	5 721	2 513	25 494
. Mobilier de bureau d'exploitation								
. Matériel de bureau d'exploitation	30 105	1 665	2 513	29 257	17 138	2 236	2 513	12 397
. Matériel informatique	37 481	669		38 150	23 602	2 698	26 299	11 851
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	4 657	184		4 841	2 808	788	3 596	1 246
. Autres matériels d'exploitation								
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	24 891	1 962		26 853	21 268	1 929	23 198	3 655
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	29 853	62 365		92 217				92 217
. Terrains hors exploitation								
. Immeubles hors exploitation	24 498	500		24 998				24 998
. Mobilier et matériel hors exploitation								
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	5 354	61 865		67 219				67 219
287 717	183 103	24 375	446 444	82 049	13 422	2 513	92 958	353 487



BNDE:

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIION OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissement s cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	En DH	
							Moins-values de cession	
2 000	Actions LAFARGE	83 027 400,00		83 027 400,00	86 784 219,00	3 756 819,00		
2 000	Actions LAFARGE	85 200 000,00		85 200 000,00	79 260 000,00			5 940 000,00
11/12/00	Actions SOTHERMA	197 266,30		197 266,30	15 797 772,00	15 600 505,70		
11/12/00	Actions SIDET	23 421 200,00		23 421 200,00	52 697 700,00	29 276 500,00		
07/01/00	Terrain Belle Vue Agdal	8 038 000,00		8 038 000,00	9 000 000,00	962 000,00		
21/07/00	Terrain Africa Palace	13 823 722,00		13 823 722,00	15 768 801,00	1 945 079,00		
13/10/00	Mobiliers	2 513 078,77	2513078,77	-	28 120,00	28 120,00		
13/03/00	Matériel Roulant	52 500,00	52 500,00		15 000,00	15 000,00		
TOTAL		216 273 167,07	2 565 578,77	213 707 588,30	259 351 612,00	51 584 023,70		5 940 000,00



BNDE :

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNES EN GARANTIE

			en milliers de DH
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	99 000	VALEURS DONNEES EN PENSION	162 000
Autres titres			
Hypothèques		AUTRES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	16 000
Autres valeurs et sûretés réelles	84 000		
		VALEURS EMISES OU GARANTIES PAR L'ETAT	5 000
	183 000		183 000



BNDE :

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

En 1.000 DH

Nom bre	Montant global des risques	Crédits par décaisse- ment	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
8	1 957 280	1 957 280		184 142



BNDE :

PROVISIONS DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

En 1.000 DH

PROVISIONS	Encours 31/12/99	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/00
<u>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:</u>	1 277 822	367 855	226 646	-	1 419 030
créances sur les établissements de crédit et assimilés					
créances sur la clientèle (*)	1 211 373	367 855	219 146	0	1 360 082
titres de placement					
titres de participation et emplois assimilés	66 448	0	7 500	0	58 948
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs					
<u>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</u>	26 208	43 656	15 708	-	54 156
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par					
Signature	15 708	43 656	15 708	-	43 656
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations					
Similaires					
Provisions pour autres risques et charges	10 500	-	-	-	10 500
Provisions réglementées					
<u>TOTAL GENERAL</u>	1 304 029	411 511	242 354	-	1 473 186

(*) dont provisions ayant supporté l'impôt en 1999



	2000	1999
Régulation des valeurs mobilières sur créances amorties	-	-

BNDE

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2000

Montant du capital:	600 000 000 DH
Montant du capital social souscrit et non appelé	-
Valeur nominale des titres	100 DH

Nom des principaux actionnaires	Adresse	Activité	Nombre d'actions ou de parts sociales Exercice actuel	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de votre détenu
A - Actionnaires marocains			5 749 707	95,83	95,83
ETAT			2 049 831	34,16	34,16
BANK AL MAGHRIB	77, Avenue Mohamed V - Rabat	Banque centrale	21 062	0,35	0,35
BMCE	Avenue Hassan II - Casablanca	Banque	67 500	1,13	1,13
SGMB	Avenue Abdelmoumen - Casablanca	Banque	62 521	1,04	1,04
UNION MAROCAIN DE BANQUE	36, rue Tahar Sebti - Casablanca	Banque	13 436	0,22	0,22
CDG	BP, 408 - Rabat	FINANCIER	1 518 000	25,3	25,3
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT	43, Aspirant Lafuente - Casablanca	FINANCIER	28 571	0,48	0,48
SOCIETE NATIONALE D'INVESTISS,	43, Aspirant Lafuente - Casablanca	FINANCIER	146 169	2,44	2,44
SOCIETE FINANCIERE ET DE PARTICIPATION	Moha ou Hamou - Casablanca	FINANCIER	2 134	0,04	0,04
FIPAR HOLDING	BNDE - Rabat	FINANCIER	930	0,02	0,02
SICAV INMAA CROISSANCE	BNDE - Rabat	OPCVM	495	0,01	0,01
SICAV PERSPECTIVE	SGMB -Casablanca	OPCVM	2 034	0,03	0,03
CIMR	147, rue Med Smiha - Casablanca	ASSURANCE	248 625	4,14	4,14
CNIA	157, Avenue Hassan II - Casablanca	ASSURANCE	113 008	1,89	1,89
AXA AL AMANE	122, Avenue Hassan II - Casablanca	ASSURANCE	43 261	0,72	0,72
MAMDA	Bd Abou Inanae -Rabat	ASSURANCE	114 876	1,92	1,92
MCMA	Bd Abou Inanae -Rabat	ASSURANCE	100 146	1,67	1,67
ISTITMAR ACHAABI	101, Bd Zerkouni - Casablanca	OPCVM	7 955	0,13	0,13
LA PAIX AFRICAINE	1, Rond point St Exupery	ASSURANCE	296	-	-
SOCIETE MAROCAINE D'ASSURANCE	2, Rond point St Exupery	ASSURANCE	282	-	-
DIVERS PORTEURS			1 208 575	20,14	20,14



BNDE

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2000 (suite)

Nom des principaux actionnaires	Adresse	Activité	Nombre d'actions ou de parts sociales Exercice actuel	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de votre détenu
B - ACTIONNAIRES ETRANGERS					
MEDITERRANEE PARTICIPATION	75, rue Paradis - Marseille - France	FINANCIER	250 293	4,17	4,17
FONDS COMMUN DE PLACEMENTS	75, rue Paradis - Marseille - France	OPCVM	5 113	0,09	0,09
SUD MEDITERRANEE CAPITAL	75, rue Paradis - Marseille - France	OPCVM	3 549	0,06	0,06
EL MONTE DE PIEDAD	Sévilla - Espagne	FINANCIER	2 050	0,03	0,03
CAJA SAN FERNANDO	Sévilla - Espagne	FINANCIER	97 791	1,63	1,63
THE LONG TERM CREDIT COMPANY	2-4 Temachi - 1 Chpme Chiveda - Tokyo	FINANCIER	97 790	1,63	1,63
KUWAIT INVESTMENT COMPANY	PO Box 1005 - kuwait	FINANCIER	15 125	0,25	0,25
			28 875	0,48	0,48
Total			6 000 000	100	100



BNDE :

DETAIL DES TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2000

DENOMINATION OU RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PART DU CAPITAL DETENUE	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR COMPTABLE NETTE	SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			compte de produits et charges de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées				789 223	765 351				26 993
Banque Marocaine Pour l'Afrique et l'Orient	banque	500 000	81,91%	409 546	390 894	31/12/00			
FIPAR-HOLDING	holding	120 000	100,00%	120 000	120 000	31/12/00	133 931	892	10 178
CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	organisme de crédit	100 000	40,47%	31 984	31 984	31/12/00	120 225	4 512	2 485
MAROC LEASING	leasing	159 495	71,79%	179 988	179 988	31/12/00	277 540	24 032	14 243
CCF/CAPITAL MANAGEMENT	OPCVM	3 000	50,50%	1 500	1 500	31/12/00	2 095	-905	
SAFABOURSE	intermédiation bourse	15 000	13,33%	2 000	2 000	31/12/00			
SAFACRED	crédit consommation	10 000	50,00%	5 000	5 000	31/12/00			
SICAV INMAA CROISSANCE	OPCVM	114 238		5 000	5 000	31/12/00	116 749	2 512	
SICAV INMAA PATRIMOINE	OPCVM	34 986		5 000	5 000	31/12/00	34 986	1 125	87
INMAA TRESORERIE	OPCVM	108 751		500	500	31/12/00	114 391	5 640	
CLUB WIFAQ	club sportif	6 700	28,36%	1 900	1 330	31/12/00			
SAI M'DIQ	touristique	4 600	50,00%	4 650	0	31/12/00	-951	2 425	
SOMADET	touristique	15 610	81,40%	12 801	12 801	31/12/00	21 103	4 351	
MEDIMOB	immobilière			5 200	5 200	31/12/00			
LIMADET	transport maritime	588 800	51,29%	4 154	4 154	31/12/00	-53	5 590	



BNDE :

DETAIL DES TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2000 (Suite)

En 1.000 DH

DENOMINATION OU RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PART DU CAPITAL DETENUE	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR COMPTABLE NETTE	SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE	compte de produits et charges de l'exercice
T044 B - Autres titres de participation				545 802	510 726		31 882
Banque Centrale Populaire "B.C.P"	Banque	575 529	4,11%	16 875	16 875	31/12/00	1 711
BANK AL AMAL	Banque	500 000	1,00%	5 000	5 000	31/12/00	10
Banque de Développement du Mali "BDM"	Banque	3000000FCA	2,50%	1 965	1 265	31/12/00	89
CMKD	Immobilier	315 000	0,71%	2 250	2 250	30/06/00	466 995 -71 086
Immobilier Interbancaire	Immobilier	19 005	6,66%	1 267	1 267	31/12/00	
INTERBANK	monétique		0,75%	803	803	31/12/00	6
DAR AD DAMANE	cautionnement	25 000	1,00%	250	250	31/12/00	
MAROCLEAR				150	150	31/12/00	
Cellulose du Maroc	pâte à papier	650 484	14,64%	61 369	45 369	31/12/00	46
Ciments du Maroc	ciments	797 569	9,43%	412 160	412 160	31/12/00	2 045 941 292 609 11 706
FRUMAT	Fabrication due jus	90 000	7,51%	12 416	0	30/09/00	-30 389 2 800
Air Liquide Maroc	chimie et parachimie	73 440	11,12%	4 410	4 410	31/12/00	6 206
Carnaud Maroc	emballage métallique	144 585	20,00%	4 205	4 205	31/12/00	296 494 32 744 4 677
SCIF	IMME	26 381	20,84%	4 038	1 965	31/12/00	
PECHINEY "MMA"	IMME	26 331	20,89%	1 192	1 192	31/12/00	2 225
SONADAC	Aménagement	291 397	0,86%	2 500	2 500	31/12/00	
SUCRAFOR	Production du sucre	85 500	4,74%	2 300	2 050	31/12/00	73 581 -34 704 1 275
ADM	Const d'autoroutes	861 300	0,23%	2 000	1 013	31/12/00	20
Divers				10 653	8 004	31/12/00	3 912
TOTAL PARTICIPATIONS				1 335 025	1 276 077		58 875
T045 C - EMPLOIS ASSIMILES							
T046 TOTAL GENERAL				1 335 025	1 276 077		58 875



BNDE :

ENCOURS DES MPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS PAR LA BNDE AU 31/12/2000

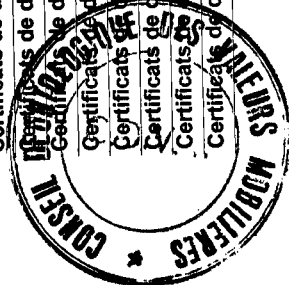
NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES					MONTANT en DH	Garantie de l'Etat
	date de jouissance	date d'échéance	Valeur nominale de l'émission en DH	taux nominal	Mode de Remboursement		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	27/03/91	27/03/06	200 000 000	11,00%	annuel	79 940 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	18/03/92	18/03/02	300 000 000	12,00%	annuel	60 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	23/10/92	23/10/07	199 950 000	12,75%	annuel	93 310 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	25/12/92	25/12/02	300 000 000	12,75%	annuel	60 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	12/04/93	12/04/03	150 000 000	12,75%	annuel	45 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	26/08/93	26/08/03	250 000 000	12,75%	annuel	75 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	26/11/93	26/11/03	200 000 000	12,75%	annuel	60 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	24/06/94	24/06/04	250 000 000	11,00%	infine	250 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	03/10/94	03/10/01	200 000 000	10,50%	infine	200 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	12/12/94	12/12/01	250 000 000	10,50%	annuel	40 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	27/04/95	27/04/02	200 000 000	10,25%	annuel	60 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	04/08/95	04/08/03	150 000 000	10,00%	annuel	56 250 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	16/11/95	16/11/03	150 000 000	10,00%	annuel	56 250 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	21/03/96	21/03/04	200 000 000	10,00%	annuel	100 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	16/05/96	16/05/04	300 000 000	10,00%	annuel	150 000 000	oui
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	21/12/98	21/12/03	200 000 000	7,95%	annuel	120 000 000	non
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	02/07/99	02/07/04	400 000 000	7,75%	annuel	320 000 000	non
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	02/11/99	02/11/04	500 000 000	6,25%	annuel	400 000 000	non
TOTAL			4 399 950 000			2 225 750 000	



BNDE :

ENCOURS DES CERTIFICATS DE DEPOTS EMIS PAR BNDE AU 31/12/2000

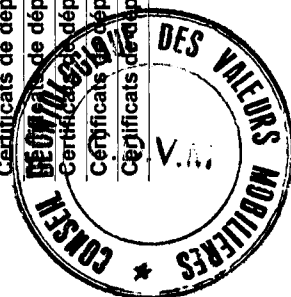
NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES				MONTANT	
	date de jouissance	date d'échéance	valeur nominale en 1.000 DH	taux nominal	Mode de Remboursement	
Certificats de dépôt	08/01/98	08/01/01	1 000	8,75%	in fine	1 000
Certificats de dépôt	08/01/98	08/01/01	17 000	8,75%	in fine	17 000
Certificats de dépôt	08/01/98	08/01/01	2 000	8,75%	in fine	2 000
Certificats de dépôt	08/01/98	08/01/01	5 000	8,75%	in fine	5 000
Certificats de dépôt	21/01/98	21/01/01	1 000	8,75%	in fine	1 000
Certificats de dépôt	04/02/98	04/02/01	10 000	8,75%	in fine	10 000
Certificats de dépôt	05/02/98	05/02/01	40 000	8,70%	in fine	40 000
Certificats de dépôt	25/02/98	25/02/01	6 000	8,50%	in fine	6 000
Certificats de dépôt	09/03/00	08/03/01	2 000	5,50%	in fine	2 000
Certificats de dépôt	25/09/00	25/03/01	2 500	5,50%	in fine	2 500
Certificats de dépôt	17/04/00	16/04/01	100 000	6,35%	in fine	100 000
Certificats de dépôt	15/05/98	15/05/01	14 000	7,50%	in fine	14 000
Certificats de dépôt	20/11/00	20/05/01	10 250	5,90%	in fine	10 250
Certificats de dépôt	16/07/99	16/07/01	250	7,30%	in fine	250
Certificats de dépôt	21/07/99	21/07/01	10 000	7,30%	in fine	10 000
Certificats de dépôt	21/07/99	21/07/01	20 000	7,30%	in fine	20 000
Certificats de dépôt	01/02/00	01/08/01	200 000	6,12%	in fine	200 000
Certificats de dépôt	07/08/00	07/08/01	17 500	7,00%	in fine	17 500
Certificats de dépôt	11/08/00	11/08/01	19 000	7,00%	in fine	19 000
Certificats de dépôt	15/08/00	15/08/01	18 750	7,00%	in fine	18 750
Certificats de dépôt	29/08/00	29/08/01	50 000	7,00%	in fine	50 000
Certificats de dépôt	11/10/99	11/10/01	150 000	6,00%	in fine	150 000
Certificats de dépôt	21/12/00	21/12/01	4 000	6,80%	in fine	4 000
Certificats de dépôt	21/12/00	21/12/01	10 000	6,80%	in fine	10 000
Certificats de dépôt	21/12/00	21/12/01	15 000	6,80%	in fine	15 000
Certificats de dépôt	22/12/00	22/12/01	5 000	6,80%	in fine	5 000
Certificats de dépôt	25/12/00	24/12/01	50 000	7,00%	in fine	50 000
Certificats de dépôt	29/12/00	29/12/01	6 000	6,80%	in fine	6 000
Certificats de dépôt	29/12/00	29/12/01	11 000	6,80%	in fine	11 000
Certificats de dépôt	30/12/97	30/12/01	100 000	9,00%	in fine	100 000
Certificats de dépôt	30/12/97	30/12/01	10 000	9,00%	in fine	10 000



BNDE :

ENCOURS DES CERTIFICATS DE DEPOTS EMIS PAR BNDE AU 31/12/2000 (Suite)

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES				MONTANT
	date de jouissance	date d'échéance	valeur nominale en 1.000 DH	taux nominal	Mode de Remboursement
Certificats de dépôt	23/04/97	23/04/02	5 000	10,00%	infin
Certificats de dépôt	23/04/97	23/04/02	5 000	10,00%	infin
Certificats de dépôt	24/04/97	24/04/02	2 000	10,00%	infin
Certificats de dépôt	11/05/99	11/05/02	25 000	7,40%	infin
Certificats de dépôt	12/05/97	12/05/02	4 000	10,00%	infin
Certificats de dépôt	02/06/97	02/06/02	4 000	9,75%	infin
Certificats de dépôt	02/06/97	02/06/02	5 000	10,00%	infin
Certificats de dépôt	16/06/97	16/06/02	5 500	9,75%	infin
Certificats de dépôt	05/08/97	05/08/02	500	9,50%	infin
Certificats de dépôt	19/02/98	19/02/03	12 000	9,00%	infin
Certificats de dépôt	25/02/98	25/02/03	2 000	9,00%	infin
Certificats de dépôt	05/03/98	05/03/03	50 000	9,00%	infin
Certificats de dépôt	23/04/98	23/04/03	20 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	11/05/99	11/05/03	25 000	7,60%	infin
Certificats de dépôt	18/05/99	18/05/03	20 750	7,60%	infin
Certificats de dépôt	12/06/98	12/06/03	17 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	26/06/98	26/06/03	13 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	10/07/98	10/07/03	10 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	22/07/98	22/07/03	20 000	8,10%	infin
Certificats de dépôt	28/08/98	28/08/03	20 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	07/10/98	07/10/03	2 250	8,00%	infin
Certificats de dépôt	08/10/98	08/10/03	10 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	04/12/98	04/12/03	40 000	7,96%	infin
Certificats de dépôt	04/12/98	04/12/03	20 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	20/12/00	20/12/03	20 000	7,50%	infin
Certificats de dépôt	23/12/98	23/12/03	46 500	8,05%	infin
Certificats de dépôt	29/12/98	29/12/03	50 000	7,96%	infin
Certificats de dépôt	30/12/98	30/12/03	8 000	7,99%	infin
Certificats de dépôt	30/12/98	30/12/03	12 000	7,99%	infin
Certificats de dépôt	04/01/99	04/01/04	10 000	8,00%	infin
Certificats de dépôt	08/01/99	08/01/04	10 000	8,00%	infin



ENCOURS DES CERTIFICATS DE DEPOTS EMIS PAR BNDE AU 31/12/2000 (Suite)

BNDE :

DATATION DES EVENEMENTS POSTERIEURS

I- DATATION

. Date de clôture (1) 31 DECEMBRE 2000
. Date d'établissement des états de synthèse (2) 29 mars 2001

II- EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements	
	. Favorables	NEANT
	. Défavorables	NEANT



BMAO :

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2000

ACTIF	En 1.000 DH
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	137 647
<u>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</u>	<u>529 328</u>
. A vue	203 863
. A terme	325 465
<u>Créances sur la clientèle</u>	<u>1 531 701</u>
. Crédits de trésorerie et à la consommation	1 133 794
. Crédits à l'équipement	60 249
. Crédits immobiliers	84 484
. Autres crédits	253 174
<u>Créances acquises par affacturage</u>	<u>0</u>
<u>Titres de transaction et de placement</u>	<u>296 377</u>
. Bons du trésor et valeurs assimilées	205 068
. Autres titres de créance	58 891
. Titres de propriété	32 418
<u>Autres actifs</u>	<u>32 170</u>
<u>Titres d'investissements</u>	
. Bons du trésor et valeurs assimilées	
. Autres titres de créance	
<u>Titres de participation et emplois assimilés</u>	<u>16 592</u>
<u>Créances subordonnées</u>	
<u>Immobilisations données en crédit-bail et en location</u>	
<u>Immobilisations incorporelles</u>	<u>5 669</u>
<u>Immobilisations corporelles</u>	<u>164 734</u>
<u>Total de l'actif</u>	<u>2 714 218</u>



BMAO :

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2000

PASSIF		En 1.000 DH
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		239 495
. A vue		10 001
. A terme		229 494
Dépôts de la clientèle		2 588 718
. Comptes à vue créditeurs		933 614
. Comptes d'épargne		271 299
. Dépôts à terme		1 266 968
. Autres comptes créditeurs		116 836
Titres de créance émis		0
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs		37 160
Provisions pour risques et charges		1 871
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Écart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital		1 438
Capital		500 000
Actionnaires, capital non versé		
Report à nouveau		- 373 615
Résultats nets en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice		- 280 849
Total du passif		2 714 218



BMAO**COMPTE D'EXPLOITATION DU 01/01/2000 AU 31/12/2000**

LIBELLE	En 1.000 DH
PRODUITS D'EXPLOITATION	197 177
BANCAIRE	
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	19 543
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	142 231
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	21 889
Produits sur titres de propriété	1 295
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	0
Commissions sur prestations de service	8 613
Autres produits bancaires	3 607
CHARGES D'EXPLOITATION	105 474
BANCAIRE	
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les EC	9 089
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	89 283
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	0
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0
Autres charges bancaires	7 101
PRODUIT NET BANCAIRE	91 703
Produits d'exploitation non bancaire	795
Charges d'exploitation non bancaire	322
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	88 310
Charges de personnel	51 153
Impôts et taxes	1 693
Charges externes	24 323
Autres charges générales d'exploitation	44
DAP des immo incorporelles et corporelles	11 096
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	286 736
Dot. aux prov. pour créances et engts par signature en souffrance	283 005
Pertes sur créances irrécouvrables	1 860
Autres dotations aux provisions	1 871
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	3 000
RAP pour créances et engagts par signature en souffrance	3 000
Récupération sur créances amorties	0
Autres reprises de provisions	0
RESULTAT COURANT	- 279 870
Produits non courants	
Charges non courantes	
RESULTAT AVANT IMPOTS	- 279 870
Impôts sur les résultats	979
RESULTAT NET	- 280 849



SAFACRED :

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2000

ACTIF		En 1.000 DH
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		667 958.62
<u>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</u>		
. A vue		
. A terme		
Créances sur la clientèle		59 156 701.50
. Crédits de trésorerie et à la consommation		57 213 984.72
. Crédits à l'équipement		0.00
. Crédits immobiliers		0.00
. Autres crédits		1 942 716.78
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement		269 504.97
. Bons du trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété		269 504.97
Autres actifs		
Titres d'investissements		
. Bons du trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles		93 042.00
Immobilisations corporelles		554 110.75
Total de l'actif		61 678 262.72



SAFACRED :

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2000

PASSIF		En 1.000 DH
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		44 461 150.33
. A vue		31 166 157.26
. A terme		13 294 993.07
Dépôts de la clientèle		0
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs		
Titres de créance émis		0
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs		4 227 364.52
Provisions pour risques et charges		
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Écart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital		115 664.31
Capital		10 000 000.00
Actionnaires, capital non versé		
Report à nouveau		2 172 874.82
Résultats nets en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice		701 208.74
Total du passif		61 678 262.72



AA

SAFACRED**COMPTE D'EXPLOITATION DU 01/01/2000 AU 31/12/2000**

LIBELLE	En 1.000 DH
PRODUITS D'EXPLOITATION	8 832 164.76
BANCAIRE	
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	0
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	8 385 518.05
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	0
Produits sur titres de propriété	0
Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	0
Commissions sur prestations de service	186 105.57
Autres produits bancaires	260 541.14
CHARGES D'EXPLOITATION	3 697 773.95
BANCAIRE	
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les EC	3 676 551.11
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	0
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0
Autres charges bancaires	21 222.84
PRODUIT NET BANCAIRE	5 134 390.81
Produits d'exploitation non bancaire	0
Charges d'exploitation non bancaire	0
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2 157 519.77
Charges de personnel	634 238.21
Impôts et taxes	13 371.86
Charges externes	1 356 363.10
Autres charges générales d'exploitation	28 874.30
DAP des immo incorporelles et corporelles	124 672.30
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	3 871 178.15
Dot. aux prov. pour créances et engts par signature en souffrance	3 871 178.15
Pertes sur créances irrécouvrables	0
Autres dotations aux provisions	0
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	2 079 436.96
RAP pour créances et engagts par signature en souffrance	2 079 436.96
Récupération sur créances amorties	0
Autres reprises de provisions	0
RESULTAT COURANT	1 185 129.85
Produits non courants	0
Charges non courantes	0
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 185 129.85
Impôts sur les résultats	483 921.11
RESULTAT NET	701 208.74



MAROC LEASING

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES AU 31.12. 2000

En 1.000 DH	
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	773 462
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	712 103
PRODUIT NET BANCAIRE	61 359
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	19 841
FRAIS DE PERSONNEL	10 659
IMPOTS ET TAXES	1 611
CHARGES EXTERNES	5 873
AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 032
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	665
DOTATION AUX PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES	11 261
REPRISE DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES	4 918
<u>RESULTAT COURANT</u>	<u>35 189</u>
<u>RESULTAT AVANT IMPOTS</u>	<u>36 836</u>
<u>IMPOTS</u>	<u>12 804</u>
<u>RESULTAT NET</u>	<u>24 032</u>



MAROC LEASING

BILAN AU 31/12/2000

ACTIF	En 1.000 DH
OPERATIONS DE TRESORERIE ET OPERATIONS AVEC LES ETABL- ISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	17
Valeurs en Caisse	14
Comptes Ordinaires des Banques	3
OPERATIONS AVEC LA CLIENTLE	14 569
Crédits à la Consommation	1 372
Crédits immobiliers	3 561
Créances diverses en instance	9 636
OPERATIONS SUR TITRES	1 954
TITRES DE PLACEMENT	1 954
OPERATIONS DIVERSES	7 847
SOMMES DUES PAR L'ETAT	5 519
AUTRES DEBITEURS DIVERS	109
COMPTES DE REGULARISATION	2 219
IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL	1 758
IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	2 798
CREANCES EN SOUFFRANCE	25 955
TOTAL ACTIF	1 821 358



AA

MAROC LEASING**BILAN AU 31/12/2000**

PASSIF	En 1.000 DH
OPERATIONS DE TRESORERIE ET OPERATIONS AVEC LES ETABL- ISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	140 610
Comptes ordinaires des Banques	139 446
Intérêts courus à payer	1 164
VALEURS DONNEES EN PENSION , EMPR ET AUTRES COMPTES CREDITEURS	1 072 227
Comptes et Emprunts de Trésorerie	165 542
Emprunts Financiers	894 932
Intérêts courus à payer	11 754
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	34 092
Dépôts de Garantie	26 330
Dettes Diverses en Instance	7 762
OPERATIONS SUR TITRES	204 683
Bons de Sociétés de Financement Emis	191 000
Intérêts courus à payer	13 683
OPERATIONS DIVERSES	86 739
Sommes dues à l'Etat	19 274
Autres créditeurs divers	64 548
Comptes de régularisation	2 917
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 466
RESERVES	157 505
CAPITAL SOCIAL	159 490
REPORT A NOUVEAU	15 260
BENEFICE DE L'EXERCICE	24 032
TOTAL PASSIF	1 821 358



LIMADET

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31/12/2000

En 1.000 DH	
Produits d'Exploitation	253 957
Charges d'Exploitation	244 554
Achats	117 415
Frais de Personnel	42 241
Impôts et Taxes	1 006
Autres Charges Externes	66 168
Autres Charges d'Exploit	2 976
Dotation d'Exploitation	14 748
Résultat d'Exploitation	9 403
Résultat financier	15 540
Résultat courant	24 943
Résultat non courant	(18 864)
IS	489
RESULTAT NET	5 590



LIMADET**BILANS AU 31/12/2000**

ACTIF	En 1.000 DH
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	281
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	220 362
AMORTISSEMENTS	29 011
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	191 351
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	20 063
. Titres de participations	20 063
STOCKS	9 339
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	91 418
ECART DE CONVERSION	2 055
TRESORERIE ACTIF	115 306
TOTAL GENERAL	429 812



LIMADET**BILANS AU 31/12/2000**

P A S S I F	En 1.000 DH
CAPITAUX PROPRES	(53)
. Capital social	58 880
. Prime d'émission	43
. Réserve légale	4 085
. Autres réserves	63 006
. Report à nouveau	(131 657)
. Résultats nets en instance d'affectation	-
. Résultat net de l'exercice	5 590
DETTES DE FINANCEMENT	120 000
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	119 715
ECART DE CONVERSION	874
AUTRES PROVISIONS	2 055
TRESORERIE PASSIF	187 220
TOTAL GENERAL	429 812



« CMM »

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE AU 31/12/2000

EN 1.000 DH	
PRODUITS COURANTS	54 259
CHARGES COURANTES	46 532
. Charges financières	13 986
. Frais de personnel	9 538
. Autres charges externes	2 675
. Impôts et taxes	412
. Dotation d'exploitation amortissement	19 921
RESULTAT COURANT	7 727
RESULTAT NON COURANT	(285)
RESULTAT AVANT IMPOTS	7 442
. Impôts sur les sociétés	2 930
RESULTAT NET	4 512

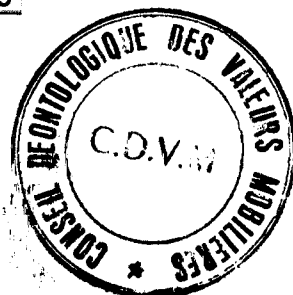


« CMM »

BILAN AU 31/12/2000

ACTIF		En 1.000 DH
Valeurs en Caisse		39
Bank Al Maghrib, TG et CCP		5 792
Banques inscrites et assimilées		2 226
Bons du Trésor		13 975
CREDIT A LA CLIENTELE A COURT TERME		
Avances directes		455 798
Crédit spécial PME		-
Créances douteuses		-
Créances techniques		-
Débiteurs divers		6 294
Comptes de régularisation Actif		4 836
Titres de participation et emplois assimilés		2 742
Immobilisations en crédit bail		46 637
Frais d'établissement		-
TOTAL ACTIF		544 339

PASSIF		En 1.000 DH
Banques inscrites et assimilées		376 606
Palements reçus sur créances déléguées		32 114
Créditeurs divers		5 481
Compte de régularisation Passif		1 780
Emprunt du Trésor		-
Provisions pour risques et charges		676
Provisions réglementées		7 456
Réserves		15 397
Capital social		100 000
Report a nouveau		316
Bénéfice de l'exercice		4 512
TOTAL PASSIF		544 339



FIPAR HOLDING

COMPTE PRODUITS ET CHARGES

AU 31/12/2000

	En DH
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 888 173,81
CHARGES D'EXPLOITATION	1 439 794,05
Autres charges externes	1 395 261,65
Impôts et Taxes	878,40
Dotations aux amortissements	43 654,00
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 448 379,76
Produits financiers	10 338 266,07
Produits sur titres de participation	10 002 542,00
Intérêts et autres prod.financiers	218 186,87
Reprises financières	117 537,20
Charges financières	16 102 730,62
Charges d'intérêts	5 253 468,02
Autres charges financières	337 725,07
Dotations financières	10 511 537,53
RESULTAT FINANCIER	- 5 764 464,55
RESULTAT COURANT	- 3 316 084,79
Produits non courants	7 718 063,70
Charges non courantes	3 486 608,44
RESULTAT NON COURANT	4 231 455,26
RESULTAT AVANT IMPOTS	915 370,47
IMPOTS SUR LES SOCIETES	23 329,00
RESULTAT NET	892 041,47



FIPAR HOLDING**BILAN AU 31/12/2000**

ACTIF	En DH
FRAIS D'ETABLISSEMENT NET	88 884,58
MONTANT BRUT	734 557,78
AMORTISSEMENTS	645 673,20
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	134 883 941,52
TITRES DE PARTICIPATION	140 823 641,41
PROVISIONS	5 939 699,89
VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLE	3 679 520,42
ETATS IMPOTS ET TAXES	1 563 124,30
COMPTES D'ASSOCIES	-
AUTRES DEBITEURS	2 116 396,12
COMPTES DE REGUL. ACTIF	-
TITRES DE PLACEMENT NETS	53 731 644,67
TITRES DE PLACEMENT	68 030 366,02
PROVISIONS	14 298 721,35
TRESORERIE ACTIF	98 358,10
TOTAL ACTIF.....	192 482 349,29



FIPAR HOLDING**BILAN AU 31/12/2000**

P A S S I F	En DH
CAPITAUX PROPRES	133 931 498,59
Capital social	120 000 000,00
Réserve légale	1 682 698,94
Report à nouveau	11 356 758,18
Résultat en instance d'affectation	
Résultat	892 041,47
DETTES A COURT TERME	28 045 129,37
Fournisseurs	153 144,00
Etats Impôts et Taxes	219 990,91
Personnel	-
Comptes courants BNDE	5 637 559,88
Autres créanciers	20 000 000,00
Comptes de régularisation Passif	2 034 434,58
TRESORERIE PASSIF	30 505 721,33
TOTAL PASSIF	192 482 349,29



COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES
AU 31/12/2000

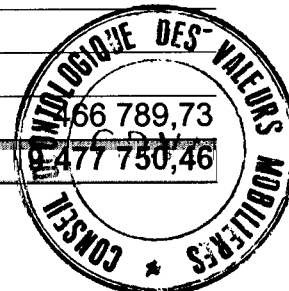
	EN DH
PRODUITS D'EXPLOITATION	4 090 909,37
. Loyer	4 090 909,37
CHARGES D'EXPLOITATION	517 289,76
. Autres charges externes	176 015,77
. Impôts et taxes	1 857,45
. Dotation d'exploitation amortissement	339 416,54
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 573 619,61
PRODUITS FINANCIERS	
. Intérêts et autres produits financiers, Reprises financières	71 866,00
CHARGES FINANCIERES	
. Charges d'intérêts	1 069 286,50
. Autres charges financières	
RESULTAT FINANCIER	- 997 420,50
RESULTAT COURANT	2 576 199,11
RESULTAT NON COURANT	- 128 091,14
RESULTAT AVANT IMPOTS	2 448 107,97
. Impôts sur les sociétés	22 500,00
RESULTAT NET	2 425 607,97



BILAN AU 31/12/2000

A C T I F	En DH
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS NETTES	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	24 292 318,93
. Terrain	242 852,22
. Constructions	10 856 078,13
. Installations techniques, matériel et outillage	2 749 395,98
. Matériel transport	11 500,00
. Mobilier matériel de bureau et aménagements	10 432 492,60
AMORTISSEMENTS	23 978 943,26
IMMOBILISATIONS CORPOR. NETTES	313 375,67
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	125 342,44
. Autres créances financières	125 342,44
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	438 718,11
CREANCES DE L'ACTIF CIRCUKLANT	8 860 575,29
. Etat	460 395,29
. Autres débiteurs	8 399 720,00
. Titres et valeurs de placement	460,00
TRESORERIE ACTIF	178 457,06
TOTAL GENERAL	9 477 750,46

P A S S I F	En DH
CAPITAUX PROPRES	- 951 185,87
. Capital social	4 600 000,00
. Réserve légale	232 547,26
. Autres réserves	95 800,00
. Report à nouveau	- 9 870 671,32
. Résultats nets en instance d'affectation	1 565 530,22
. Résultat net de l'exercice	2 425 607,97
DETTES DE FINANCEMENT	6 216 000,00
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	3 746 146,60
. Fournisseurs	3 500,00
. Etat	545 909,09
. Comptes d'associés	1 523 919,91
. Autres créanciers	1 672 817,60
. Compte de régularisation passif	
TRESORERIE PASSIF	
. Banque	66 789,73
TOTAL GENERAL	9 477 750,46



SOMADET**COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES**
DU 01/01/2000 AU 31/12/2000

En DH	
PRODUITS D'EXPLOITATION	96 000,00
CHARGES D'EXPLOITATION	749 596,84
. Autres charges externes	663 004,15
. Impôts et taxes	878,40
. Autres charges externes	85 714,29
. Dotations d'exploitation	-
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 653 596,84
PRODUITS FINANCIERS	1 042 926,61
. Produits des titres de participations	37 751,31
. Reprise financière	1 005 175,30
CHARGES FINANCIERES	-
. Charges d'intérêts	
. Autres charges financières	
. Dotations financières	
RESULTAT FINANCIER	1 042 926,61
RESULTAT COURANT	389 329,77
Produit non courant	7 134 525,00
Charges non courantes	3 170 900,00
RESULTAT NON COURANT	3 963 625,00
RESULTAT AVANT IMPOTS	4 352 954,77
. Impôts sur les sociétés	1 500,00
RESULTAT NET	4 351 454,77



SOMADET**BILAN AU 31/12/2000**

ACTIF	En DH
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS BRUTES	67 053,50
. Amortissements	67 053,50
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS NETTES	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES	449 315,00
. Terrains	428 651,42
. Installations techniques	20 663,58
AMORTISSEMENTS	20 663,58
IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	428 651,42
IMMOBILISATIONS FINANCIERES BRUTES	14 634 570,00
. Prêts immobilisés	
. Autres créances financières	71 720,00
. Titres de participations	14 562 850,00
PROVISIONS SUR TITRES DE PARTICIPATIONS	3 130 370,49
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	11 504 199,51
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	11 932 850,93
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	11 442 097,17
. Etat	22 104,76
. Autres débiteurs	9 777 552,41
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT	1 642 440,00
TRESORERIE ACTIF	
. Banque	14 061 380,32
TOTAL GENERAL	37 436 328,42



22

SOMADET**BILAN AU 31/12/2000**

PASSIF	En DH
CAPITAUX PROPRES	21 102 806,58
. Capital social	15 610 000,00
. Réserve légale	500 312,86
. Autres réserves	453 885,56
. Report à nouveau	36 214,46
. Résultat en instance d'affectation	868 148,47
. Résultat en instance d'affectation	-717 209,54
. Résultat net de l'exercice	4351454,77
DETTES DU PASSIF CIRCULANT	16 333 521,84
. Fournisseurs	3 000,00
. Etat	192 082,59
. Comptes d'associés	15 075 740,88
. Autres créanciers	1 062 698,37
TOTAL GENERAL	37 436 328,42



